

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 7, DIM. 8, LUN. 9 OCTOBRE 1978 - N° 764

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

300 postes créés dans les centres  
de tri de la région parisienne

## Première victoire des postiers



Vendredi matin, la grève se poursuivait au centre de tri de Créteil.

### BARRE MENACE LES IMMIGRES

Lire en page 3

Correspondance de Téhéran

### Les grèves se multiplient

Lire en page 12

● Reprise  
à Pontoise

● Vendredi,  
poursuite  
de la grève  
à Créteil

Lire en page 6

### La marine israélienne bombarde Beyrouth ouest

Des vedettes de la marine israélienne, ont bombardé dans la soirée de jeudi, Beyrouth-ouest, où sont situés de nombreux quartiers populaires et des camps de réfugiés palestiniens. Cette intervention s'est produite alors que de très violents combats se poursuivent entre l'armée syrienne qui pilonne Beyrouth-est, et les milices de droite armées par Israël.

L'attaque israélienne avait été précédée, selon la presse de Tel Aviv, d'une mise en garde des Etats-Unis à Damas. Washington qui n'entend nullement rompre les ponts avec la Syrie, peut toutefois vouloir tirer parti de l'aggravation du conflit au Liban, pour tenter de susciter des négociations Syrie-Israël.

Lire en page 12

### 10 000 lycéens manifestent à Paris

A l'appel de 33 établissements scolaires, 10 000 lycéens ont manifesté jeudi à Paris, pour protester contre les conditions de rentrée et l'avenir de chômage qui leur est réservé.

Lire en page 7

### Mitterrand et Rocard sondés

Le *Matin* publie un sondage d'où il ressort que Mitterrand et Rocard auraient autant de chances aux présidentielles, avec une préférence des électeurs de la majorité pour Rocard. La polémique dans le PS est loin de se calmer.

Lire en page 2

### Scénario pour un vol de sous-marin nucléaire

Lire en page 12

### Radio-Othis saisie par la police

Judi, à 15 h, des inspecteurs de police accompagnés de deux cars de CRS ont saisi l'antenne de Radio Othis, installée sur le toit de la mairie. C'est la municipalité PS-PC d'Othis qui avait mis sur pied cette radio, émettant chaque soir sur 95 Mh, depuis samedi dernier.

### Paris : Journée d'amitié avec la Chine

organisée par les A.F.C.  
Samedi 7 octobre  
de 14 h 30 à 23 h à la Mutualité



# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR m-l est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le

camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## A propos du capitalisme d'Etat

Je suis bien d'accord avec la tribune libre des camarades de la fédération Paris Nord, passée dans le *Quotidien du Peuple* du vendredi 29 septembre. Effectivement le PCF ne renonce pas à son projet de capitalisme d'Etat. Mais, pour nous, il est important d'analyser très minutieusement quels sont ses moyens pour y parvenir selon l'évolution de la situation et la réalité de la situation générale en France.

D'accord, avec le camarade sur la nécessité, pour le PCF de parvenir à participer au gouvernement. Or, le PCF s'affaiblit de plus en plus au profit du PS sur le plan électoral donc même s'ils réanimaient leur Union de la Gauche, ce serait avec un PS très renforcé par rapport à la situation avant mars 78. Donc ce PS pourra encore mieux résister aux exigences du PCF, exigences qui lui sont nécessaires pour pouvoir mettre en place son projet de capitalisme d'Etat.

D'autre part, la grande supériorité du PCF sur le PS c'est que le PCF a à son service la CGT qui manœuvre la classe ouvrière selon les directives du PCF mais cet aspect dont on peut constater les effets actuellement où la pratique syndicale CGT, comme CFDT d'ailleurs, permet à la bourgeoisie de taper toujours plus durement peut se transformer

en son contraire car quand les masses ne supporteront plus l'exploitation de la bourgeoisie, quand la lutte de classes s'amorcera de façon plus conséquente, quel obstacle trouvera la classe ouvrière en face d'elle? Cette CGT (la CFDT également). Alors d'une part les masses devraient perdre leurs illusions, prenant conscience concrètement du révisionnisme, d'autre part elles devraient prendre conscience comme au cours des luttes de juin à Renault etc... que le syndicat, outil indispensable, doit être transformé et repris en main par les travailleurs et que la condition c'est de faire sauter les délégués révisionnistes.

Ainsi on peut penser que plus la lutte de classes s'intensifiera plus le révisionnisme se démasquera et sera affaibli.

En situation de non lutte le PS ne cesse de se renforcer par rapport au PCF ce qui restreint la marge de manœuvre des révisionnistes, la prise en main des postes clés en cas de montée au pouvoir en est dangereusement compromise. Mais en situation d'intensification de la lutte de classes le révisionnisme doit être de plus en plus démasqué et balayé et là est bien notre tâche de militants révolutionnaires marxistes-léninistes : montrer qu'une autre voie est possible, que le vrai communisme existe et trans-

former la situation pour créer la crise révolutionnaire.

Toutefois, nous ne devons pas minimiser le danger et devons être attentifs car, bien d'accord avec le camarade, leur tactique de pénétration continue. A Auxerre, par exemple, la fédération Cornec vient de passer des mains du PS à celles du PCF, la CGT face à une situation de l'emploi qui se dégrade vite avec menaces graves sur les plus grosses usines, départs des licenciements, arrive encore à maintenir la

classe ouvrière dans la voie de la collaboration de classe et dans le fatalisme sans se démasquer mais pour combien de temps?

Alors se pose le problème de la possibilité réelle qu'a le PCF pour parvenir à réaliser son projet, la solution putschiste ne serait-elle pas la voie qui deviendrait plus précise actuellement, il me semble que nous devrions approfondir cette question?

Ce que les camarades de Paris Nord peuvent constater concrètement dans la

banlieue «rouge» n'est qu'une vue parcellaire de la situation en France. Par contre des situations comme dans l'Yonne et en particulier sur Auxerre ne sont pas uniques où le PCF a un poids très relatif, aucune chance électorale, sa principale force s'exerçant dans les usines par l'intermédiaire de la CGT, syndicat unique dans la classe ouvrière, mais ce poids quelle est sa nature? Il a tellement jugulé la classe ouvrière qu'il dispose non pas d'une force active, mais bien d'une

force d'inertie. Ils n'arrivent plus du tout à mobiliser leur base et ne peuvent que regrouper leurs délégués!

Face à une situation d'ensemble ou d'une part le PCF pèse et tient en main certaines places fortes et d'autre part à l'assurance d'une acceptation passive, la solution putschiste est-elle possible? A l'heure actuelle les chances de putsch sont-elles renforcées?

Cellule Auxerre

## Capitalisme d'Etat en France et social-impérialisme

Dans le chapitre : «*Luttes contre le révisionnisme moderne*», 2<sup>e</sup> point, le projet du capitalisme d'Etat du PCF dans l'avant dernier paragraphe nous ditons «*sur ce plan international, l'instauration du capitalisme d'Etat en France aboutirait PAR LA FORCE DES CHOSES au renforcement de l'influence du social impérialisme, quel que soit le discours nationaliste du PCF et la volonté de la grande majorité de ses membres*».

Je trouve que «par la force des choses» n'est pas très convaincant et ne tient pas compte des changements qui interviendraient en cas d'instauration du capitalisme d'Etat en France par le PCF. Dans ce dernier cas, ça signifierait que le PCF et son projet seraient le dernier recours de l'impérialisme français pour conjurer la crise dans laquelle il se débat. Il en résulterait que le PCF défendrait les intérêts de l'impérialisme français et il se trouverait

devant les mêmes contradictions qui opposent un pays du second monde aux superpuissances. Il n'est donc pas exclu que l'impérialisme US modifie son attitude vis-à-vis des PC occidentaux au pouvoir et que ceux-ci en défenseurs de leur propre impérialisme s'opposent sur ces bases au social-impérialisme comme peut le faire aujourd'hui un pays du second monde avec la marge de manœuvre limitée qui caractérise cette opposition. De plus, pour gagner

à son projet les nouvelles couches vers lesquelles il lorgne, le PCF serait obligé de prendre en paroles des distances plus affirmées vis-à-vis du social-impérialisme que ne le fait Giscard. Je pense donc que pour mettre en place son projet, le PCF peut très bien réétudier ses rapports avec l'URSS lors de ses prochains congrès.

Robert Paris-Banlieue Nord

## Mitterrand et Rocard sous sondage

Le *Matin* publiait ce vendredi un sondage effectué par Louis Harris-France à propos d'une éventuelle candidature Rocard aux présidentielles. Selon cette enquête, Mitterrand et Rocard recueilleraient le même pourcentage de voix, mais Rocard serait préféré par un certain nombre d'électeurs de la majorité. Alors que la direction du PS n'a pas réussi jeudi à se mettre d'accord sur un règlement intérieur, l'opération du *Matin* risque de relancer la polémique.

Mitterrand et Rocard feraient le même score aux deux tours d'une élection présidentielle (30% et 47% alors que Giscard bénéficierait de 36% et 53%). Mais les électeurs ne seraient pas les mêmes; au premier tour, une candidature Rocard donnerait un peu plus de voix à Marchais, et un nombre important d'électeurs actuels de la majorité don-

neraient leur préférence à une candidature Rocard, jugé plus «apte à résoudre les problèmes économiques (inflation et chômage)». Un élément qui sera certainement utilisé par les proches de Mitterrand, pour dénoncer la «déviation droite» de Rocard. La conclusion du commentaire du *Matin*, journal assez proche du courant Rocard, mérite d'être soulignée :

«S'il est une vérité qui surgit, aveuglante, de ce sondage, c'est celle-ci : François Mitterrand a une silhouette de président de la République tandis que Michel Rocard généralement les qualités que l'on attend d'un premier ministre».

Autre remarque : selon l'encart publié à côté du sondage, celui-ci aurait été réalisé du 2 au 4 octobre 1978. Publié dans le *Matin* du 6, il a donc été remis au journal le 5. Ce qui représente un temps de dépouillement record. Une telle précipitation n'est peut-être pas sans rapports avec le report à mardi par la direction du PS de la discussion sur le règlement intérieur.

## Un militant irlandais menacé d'extradition

### QUI EST MAC CANN ?

Arrêté sous le nom de James Mac Cann, un Irlandais est actuellement emprisonné à la prison des Baumettes, alors que l'Allemagne a demandé son extradition, pour participation présumée à des attentats contre des installations britanniques en RFA. Seulement, selon Gilbert Colard, son avocat, il est en fait Joseph Kennedy et serait un dirigeant du «mouvement républicain irlandais» (dénomination qui recouvre aussi bien les «of-

fiels» que les «provisionnels»). La demande d'extradition serait alors «une manœuvre dangereuse, tendant à faire extradier vers des pays étrangers des hommes dont l'importance est telle que les pays qui les demandent n'osent pas avouer qu'ils sont réellement». L'affaire se complique encore si l'on sait qu'un James Mac Cann a été tué par les Britanniques au cours d'un affrontement en 1973, que les dirigeants de l'IRA pro-

visoires ne reconnaissent pas le prisonnier des Baumettes et que, pour les Anglais, il serait un journaliste de la presse parallèle anglaise et américaine, bluffant sur ses responsabilités politiques... Quoi qu'il en soit, la Cour d'appel d'Aix-en-Provence se prononcera le 11 octobre sur une extradition demandée par l'Allemagne pour une accusation de délits clairement politiques. Une extradition serait intolérable.

# NOUVELLES MENACES CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

● Au cours du débat sur la motion de censure, Barre a indiqué que le gouvernement va reconsidérer sa politique d'immigration des travailleurs en France, et, selon lui, « dans des conditions qui respectent la dignité des travailleurs et sans leur infliger le traitement qui leur a été infligé dans d'autres pays » (cette allusion s'applique à l'Allemagne fédérale qui a procédé à des expulsions de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés les années dernières).

Au cours d'un échange de propos sur l'emploi, Barre a indiqué que le gouvernement va reconsidérer sa politique d'immigration des travailleurs en France, et, selon lui, « dans des conditions qui respectent la dignité des travailleurs et sans leur infliger le traitement qui leur a été infligé dans d'autres pays » (cette allusion s'applique à l'Allemagne fédérale qui a procédé à des expulsions de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés les années dernières).

Nul doute que le gouvernement français aurait quelques difficultés à appliquer une politique aussi brutale, ne serait-ce qu'à cause de la plus grande capacité de riposte de la classe ouvrière de France, immigrée ou française. Il n'en reste pas moins que l'on doit s'attendre à des mesures visant à multiplier les expulsions. Si les mesures prévues ne sont pas encore annoncées de façon précise, on laisse généralement entendre qu'il serait question de ne plus renouveler automatiquement les cartes de travail arrivées à expiration.

## LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre général des mesures répressives prises contre les immigrés depuis le début de la crise de 1973. Dans un premier temps, en juillet 1974, le gouvernement a pris des mesures strictes de contrôle des frontières. Du fait de ces mesures, les entrées de travailleurs immigrés (130 000 en moyenne par an de 1968 à 1973)

sont tombées à 17 000 en 1976 et à 14 000 en 1977. En 1978, leur nombre était quasiment nul (moins d'une centaine par mois qui avaient obtenu une autorisation exceptionnelle pour raisons familiales).

Ceci pour les entrées autorisées. En ce qui concerne les travailleurs entrant en France de façon irrégulière, l'expulsion était immédiate. C'est au moment où étaient prises ces premières mesures que le gouvernement créait la prison d'Aranc, où en toute illégalité, des travailleurs entrés clandestinement étaient emprisonnés en dehors de toute décision de justice, avant d'être expulsés.

En janvier 1976, un décret du ministère de l'Intérieur prévoyait le retrait de la carte de séjour pour les immigrés absents de France depuis plus de 6

mois, ou se trouvant sans emploi « de leur fait » depuis plus de 6 mois.

Mais l'attaque la plus grave contre les immigrés a été constituée par les mesures Stoléru, prises en septembre 1977, dont les dispositions principales sont les suivantes :

— l'arrêt de la régularisation des immigrés en situation irrégulière (à l'exception des réfugiés du Sud-Est asiatique et des travailleurs hautement qualifiés).

— le « million » offert aux immigrés chômeurs pour qu'ils quittent définitivement la France. Cette mesure a été rapidement étendue aux immigrés travaillant en France depuis plus de 5 ans. Ce fut un échec complet pour le gouvernement : un peu plus de 3 000 travailleurs ont accepté l'offre, contre 15 000 qui pouvaient y prétendre.

— la suspension de l'immigration familiale, c'est-à-dire l'interdiction pour les immigrés de faire venir en France leur femme et leurs enfants. Sous prétexte, bien sûr, que la venue de

ces familles amènerait « une partie de ces familles, notamment les épouses de travailleurs, vers le travail clandestin » et qu'elle « pousserait quasi-inévitablement vers la pré-délinquance, les adolescents étrangers ayant terminé leur scolarité et privés de droit de travail... ».

Les nouvelles mesures prévues par le gouvernement visent donc à aggraver les mesures déjà prises. Barre peut se défendre de ne pas appliquer des mesures aussi draconiennes qu'en Allemagne : il serait effectivement impossible pour la bourgeoisie française d'expulser d'un coup des centaines de milliers d'immigrés, étant donné la place qu'ils jouent dans l'économie. Barre sait également qu'il doit compter avec l'avis des pays d'origine des travailleurs immigrés. Mais surtout, c'est à la classe ouvrière de France, Français et Immigrés qu'incombe la tâche de le faire reculer dans l'application de ses mesures racistes.

François NOLET



## ● Congrès Radical en novembre

Le bureau du parti radical a décidé de la convocation d'un congrès les 25 et 26 novembre prochains à Versailles. Selon les statuts de ce groupe, le congrès se réunit tous les ans, mais le président est élu pour deux ans. Elu en mai 77, Servan-Schreiber ne devrait donc pas être menacé. En principe, le congrès portera sur « le rôle des radicaux face à la situation de crise durable sur l'emploi et l'activité économique ». Comme les congressistes n'auront probablement pas grand chose à dire là-dessus, on peut s'attendre à quelques frondes contre JJSS.

## ● RTL change de direction

La direction de RTL va être complètement remaniée. Après le départ de Jean Farran, directeur, c'est maintenant l'administrateur général de RTL, Christian Chavanon, qui quitte son poste. Le conseil des ministres l'a mis « en position de détachement pour

remplir une mission à l'étranger ». La station la plus écoutée de France — selon les sondages — va donc voir sa direction renouvelée, avec notamment un nouveau partage entre actionnaires français (l'Etat) et luxembourgeois.

## ● Un coup perdu pour Rocard

Michel Rocard voulait être le porte-parole du PS lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée. Il aurait trouvé là une occasion de se distinguer et de mettre en avant ses talents d'économiste. Defferre, président du groupe parlementaire, s'y est fermement opposé. Finalement, c'est Laurent Fabius, ancien directeur de cabinet de Mitterrand, qui parlera au nom du PS.

● En réponse à la demande qu'ils avaient faite, Raymond Barre recevra lundi plu-

sieurs responsables du RPR. Chirac ne sera toutefois pas du déplacement.

# LE BARRISME A LA PORTÉE DE TOUS

## L'économie vulgarisée sur TF 1

● Les économistes à particules de la télévision, François de Closet et Emmanuel de la Taille, ont eu une idée : faire chaque mois, sur TF 1, un magazine économique qui ne soit pas rébarbatif, un magazine qui traite de l'économie avec originalité, simplicité et humour. Louable désir qui consiste à faire sortir l'économie du cercle étroit des spécialistes. Encore faut-il savoir au service de qui met-on cette vulgarisation. Le premier numéro de « l'enjeu » (c'est le titre choisi) a été diffusé mercredi soir par TF 1. Il situe bien ce qu'est la vulgarisation économique selon le pouvoir.

Il y a une crise des chantiers navals français « l'enjeu » donne l'explication... en allant visiter les armateurs grecs contraints à ne plus utiliser leurs super pétroliers. Commentaires : les raisons de la crise de Terrin, de la Ciotat ou de Saint Nazaire, elles sont là, au Pirée. Les armateurs grecs ne peuvent plus passer commande de navires. Origine première de cette défaillance : la crise du pétrole.

Embrayons. Pourquoi le chômage en France. « L'enjeu » répond : tout dépend du taux de croissance, et celui-ci dépend lui-même de la consommation énergétique. Si l'on consomme beaucoup d'énergie (et surtout du pétrole), la croissance sera forte, et le chômage diminuera. A l'inverse, s'il y a beaucoup de chômage, c'est que la croissance est faible. Et si la croissance est faible, c'est à cause... de la crise du pétrole.

Continuons encore. La sidérurgie. Le problème est dramatique. L'Enjeu l'explique. Deux aciéries étaient prévues, l'une à Neuves Maisons, l'autre à Longwy. Une seule pourra être construite. Quel que

soit le lieu choisi, la situation sera catastrophique à l'endroit délaissé. Mais pourquoi ne construire qu'une aciérie moderne ? Deux coûteraient trop cher. Pourquoi ?... la crise du pétrole.

Vous l'aurez deviné, la crise du pétrole, voilà le responsable de tous nos maux. Même les patrons le disent, et l'Enjeu leur donne la parole. Des patrons modèles : Taylor, le patron de Citroën, qui, le pauvre, travaille 72 heures par semaine et a sacrifié sa vie de famille pour « la boutique ». Et ces petits créateurs d'entreprises, qui, à force de travail, de courage, de dévouement, et malgré la paperasserie administrative, parviennent enfin à réaliser le rêve de leur vie. Faire du profit ? Pas du tout. Créer des emplois.

Conclusion de l'Enjeu, émission économique finalement destinée à distiller plus intelligemment ce que dit Barre à longueur de discours : pourvu que les patrons-créateurs d'emplois parviennent à surmonter les effets de la crise du pétrole. Il y va du sort des travailleurs. L'économie bourgeoise à la portée de tous.

## ● Rabais de 10 centimes sur le super dans les grandes surfaces

Le Comité des prix vient d'autoriser les détaillants de carburants à faire une ristourne de 10 centimes par litre de super et 9 centimes pour l'essence. D'ores et déjà les grandes surfaces qui pratiquaient déjà 6 centimes de réduction estiment qu'elles vont gagner une nouvelle clientèle grâce à cette mesure ; les petits détaillants de leur côté ne pensent pas appliquer la ristourne.

## ● Décret d'utilité publique pour St Alban

La centrale nucléaire de Saint Alban - St Maurice l'Exil vient d'être déclarée d'utilité publique. Il s'agit d'une centrale type PWR (comme celle de Fessenheim) qui comporte 4 tranches de 900 megawatts et deux tranches de 1 300 megawatts. Le décret d'utilité publique a été pris malgré l'opposition de 80 % des habitants des localités concernées, qui s'étaient prononcés lors d'un référendum contre cette implantation.

## Boussac

## Les licenciés s'organisent

Il y a quelques semaines les travailleurs vosgiens de chez Bousac avaient connu des difficultés face à l'offensive patronale et en partie à cause du manque de propositions de lutte. Mais, depuis 15 jours, ils ont décidé de riposter :

A Thaon, dans la vallée de la Moselle, un comité de chômeurs s'est mis en place avec l'appui des organisations syndicales CGT et CFDT.

Dans la vallée du Rabodeau, c'est l'UL CGT qui a mis sur pied un comité de chômeurs. Dès les premières réunions, après quelques hésitations, des travailleurs prirent les choses en main. Elles tiennent à être les véritables responsables de ce comité. Leurs objectifs sont clairs :

- 1) Lutter pour la réintégration des licenciés,
- 2) Obtenir collectivement les 90 % et les attestations nécessaires pour ne pas les perdre,
- 3) Lutter pour l'emploi avec les travailleurs (même si cette idée est encore en débat du fait des divisions entretenues par les cadres et également par la presse locale).

Pour ces licenciés comme pour ceux qui travaillent, il est devenu urgent de mener une lutte inlassable contre le patronat et le gouvernement qui veulent faire de la vallée une zone verte. D'ailleurs, ce qui se dit être le «Plan Vosges» laisse pour compte la vallée. Pour ces Vosgiens, il n'est plus possible de compter sur des politiciens qui ne proposent que des délégations à Paris et pétitions, mettant en avant

leur propagande. Mais cela ne se fera pas sans mal, tant est lourde l'habitude de faire confiance à ceux qui ont les moyens d'information et aux semeurs d'illusions que sont les partis de gauche. Non les travailleurs vosgiens ne seront pas un tremplin aux visées des partis de gauche ; l'heure est à la lutte et les alliances ne seront possibles que dans la lutte !

D'autant plus que les Frères Willot restent une menace permanente pour l'emploi. En effet, le contrat qui a pris effet le 2/10/78 entre l'Administration judiciaire (par l'intermédiaire du syndicat) ne concernera que 47 sociétés rentables qui appartiendront à la société Saint Frères (filiale du groupe Willot) tant que celle-ci existera en tant que telle. En conséquence de quoi, si les Willot veulent se débarrasser du groupe Bousac, il suffira d'une restructuration effaçant Saint Frères, ce qui annulera par le fait ce contrat. Comme disent les Willot, cette affaire ne doit pas être une pochette surprise. Et pour plus de sûreté, ce contrat n'est valable que jusqu'au 31/12/79. En attendant, les Willot pourront, suivant le contrat, bénéficier des brevets, sous-louer les locaux et se faire payer les réparations nécessaires dans les locaux Bousac par l'Administration judiciaire. Bref, un bien joli cadeau, même si officiellement tout cela se fera sous contrôle de ladite Administration judiciaire.

Corr. Senones

### Lyon : licenciements massifs dans le bâtiment et les travaux publics

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est un de ceux qui sont les plus durement touchés par les licenciements. Dans la région de Lyon, cela prend des proportions dramatiques pour les travailleurs de ces secteurs. Ainsi, pour deux entreprises de St Priest (Ferjo Rose et Delard) 290 suppressions d'emplois sont programmées. Chez Lamy à Givors, c'est 67 travailleurs qui vont se retrouver à la rue à brefs délais. Par ailleurs, de lourdes menaces pèsent sur l'ensemble du personnel de chez Richier, puisque 200 licenciements sont prévus dans cette entreprise. Chez BPR à Gerland, enfin, ce sont 370 emplois que la direction veut supprimer.

Dans le contexte général d'aggravation importante du chômage en France, cette vague de licenciements est durement ressentie par les travailleurs du bâtiment et des travaux publics. Evidemment, aucune perspective de retrouver du travail à court terme pour tous ces travailleurs jetés à la rue. L'approche de l'hiver avec les difficultés supplémentaires qu'il entraîne dans le bâtiment et les travaux publics aggrave encore cette situation. Pour les travailleurs de ces secteurs aussi le problème de lutter aux côtés des milliers de sans-travail de toutes les branches est posé.

Correspondant Lyon

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

## Foyers Sonacotra en lutte

TOUS AU TRIBUNAL A ST DENIS  
LE 13 OCTOBRE

● Dans un peu moins d'une semaine, les résidents des foyers Sonacotra de Saint Denis (Romain Rolland) et de Pierrefitte passeront devant le tribunal d'instance de Saint Denis. Ce procès, qui aura lieu le vendredi 13 octobre à 14 heures, est particulièrement important, et exige une puissante solidarité.

Important, parce que ces foyers, et en particulier celui de Saint Denis, ont joué un rôle moteur, dans toute cette lutte des foyers Sonacotra. C'est à Saint Denis qu'elle a commencé, le premier février 1975. Depuis cette date, malgré toutes les pressions, jamais la grève n'a cessé. En avril 76, 3 délégués étaient expulsés par la police, en même temps que 15 autres délégués de foyers. C'est ce moment, particulièrement difficile, qu'a choisi le PCF pour venir au foyer. En guise de soutien, il a demandé aux résidents de mettre un terme à leur lutte, de payer les loyers, en disant que s'ils poursuivaient, ils seraient tous expulsés ! Son soutien, les résidents des foyers de Saint Denis ont vu en quoi il consistait : engager des

négociations foyer par foyer sans consulter personne, signer des «accords» avec la Sonacotra sur des diminutions ridicules du loyer, et clamer ensuite que grâce à lui les résidents avaient obtenu une grande victoire. Mais sur les points essentiels, comme la liberté dans les foyers, un loyer correct... Rien.

Quelques mois plus tard, c'était les saisies arrêt sur les salaires. Et pendant toute la lutte, les intimidations continuelles de la police et des fascistes.

Aujourd'hui, c'est la demande d'expulsion des foyers pour un certain nombre de délégués et de résidents combattifs, s'ils ne paient pas le «retard» qui va de 700 000 AF à un million. Cette somme, il

n'est pas question de la payer. Non pas que les résidents refusent de payer les loyers, comme le disent les gens du PCF, mais parce que la Sonacotra s'est mise hors la loi en fixant des barèmes exorbitants, en divisant la surface réglementaire par deux, en refusant toute négociation sur la base des revendications des résidents démocratiquement élus, le Comité de Coordination.

Il est donc particulièrement importante de faire échec à Stoléro et à la Sonacotra, de les empêcher de prendre toute mesure d'expulsion. Cette

mobilisation, c'est tout de suite qu'il faut l'engager, sans attendre que tombe la répression. C'est pourquoi les résidents appellent tous les travailleurs à les soutenir, en venant nombreux au procès. Ils demandent aux travailleurs syndiqués de tout faire pour que cesse le verrouillage du soutien par les directions syndicales. Ce combat qu'ils mènent depuis 4 ans ce n'est pas seulement pour eux qu'ils le poursuivent, c'est pour l'ensemble des travailleurs, contre la politique de répression et d'austérité.

Monique CHERAN

## Les procès à venir

Mercredi 11 octobre :  
Villejuif  
Metz : en appel des résidents contre la Sonacotra

Vendredi 13 octobre : Saint Denis (Romain Rolland) et Pierrefitte, tribunal de Saint Denis.  
Saint Ouen l'Aumône.

## POLITIQUE

## TROIS FASCISTES EN PROCES

● Lundi 9 octobre 1978, se tiendra, à Paris, le procès en appel de 3 militants fascistes d'Assas condamnés le 28 novembre sur l'inculpation de violence avec préméditation et port d'arme prohibé.

Les faits remontent au 3 mai 1976. Ce jour-là, deux militantes du comité de lutte antifasciste, Véronique S. et Anne V. descendent la rue d'Assas en voiture. Elles sont reconnues par des militants du GUD assis à la terrasse du café Le Lufac, qui leur donnent immédiatement la chasse en motos.

Les nazillons du GUD, armés de nunchakus et de poings américains, brisent les vitres de la voiture immobilisée à un feu rouge et blessent gravement Véronique, qui doit être

transportée d'urgence à l'hôpital Laennec. Elle y rencontre d'autres blessés uniquement coupables d'avoir le teint basané et les cheveux un peu longs, victimes sans doute des mêmes nerfs.

Depuis plusieurs années, quelques «militants» musclés du Groupe Union Défense (GUD) font régner un véritable climat de terreur à la faculté de droit d'Assas : double contrôle des cartes aux portes, interdiction aux étudiants taxés d'«oppositionnels» de pénétrer dans les locaux.

Les étudiants étrangers ou juifs ont un statut d'apartheid. Les femmes sont soumises à un régime spécial : sarcasmes, insultes sexistes, menaces de viol, violences physiques.

Les exactions du GUD ne se bornent pas à faire régner leur ordre à Assas. Ce sont les mêmes qui, en commandos armés, organisaient des «raids» sur les lycées et les facultés ; les mêmes qui assuraient le service d'ordre de Giscard, puis ceux de Chirac.

Alors que les fascistes bénéficient de la plus grande impunité, ces trois nerfs ont été condamnés le 28 novembre 1977 par la 13<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris aux pei-

nes suivantes :  
- M. Pinchard-Dény condamné par défaut, à 8 mois de prison fermes et 2 000 F. d'amende  
- J.F. Santa Croce à 8 mois d'emprisonnement dont 6 avec sursis et 10 000 F. d'amende  
- J.P. Emié à 7 mois dont 5 avec sursis et 2 000 F. d'amende.

Ces trois individus ayant fait appel sur le verdict, le procès se jouera lundi prochain 9 octobre à la 11<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel de Paris.

Exprimons notre solidarité avec les militants antifascistes !

Pas d'impunité pour les fascistes !

## PC d'Europe

## VISITES ENTRECROISÉES

Berlinguer, secrétaire général du PCI, est arrivé mercredi à Paris. Il a eu des entretiens avec Marchais. Ces entretiens entrent dans le cadre des rencontres régulières entre les dirigeants des deux partis. La dernière de ces rencontres avait lieu le 27 septembre 1977. A l'époque, le PCF espérait fermement parvenir au pouvoir en France, et le PCI s'appropriait à signer le pacte de gouvernement en Italie. La situation a singulièrement évolué depuis cette rencontre : aujourd'hui, le PCF est rejeté dans une certaine margi-

nalité, et la contestation est apparue publiquement. Quant au PCI, s'il participe indirectement au gouvernement, sa politique a entraîné des contradictions en son sein. Pour les compères Berlinguer et Marchais, la situation se présente donc nettement moins favorablement. Une divergence d'ampleur est notamment apparue entre les deux partis : la question de l'élargissement de l'Europe. Le PCI est nettement pour, le PCF violemment contre. Ce problème aura probablement été un des points essentiels de discussion.

Toujours au chapitre des déplacements, signalons que Berlinguer se rendra, après Paris, à Moscou et à Belgrade. Giancarlo Pajetta, chargé des relations extérieures du PCI, revient quant à lui de Grande-Bretagne, où il a rencontré Callaghan. Il a d'ailleurs prononcé un vibrant éloge du régime britannique : «Le contrat social du Premier ministre est une expérience importante, car elle évite que le poids de la crise économique ne retombe sur les épaules des classes populaires». Cet éloge est prononcé au moment même où Marchais

s'appuie sur ce qui se passe en Angleterre pour attaquer le PS français. Encore un sujet de divergence...

Notons enfin, que Carrillo, leader du PC espagnol, vient de recevoir à Madrid, pendant une heure trente, le leader de la LCR, Krivine. Selon le communiqué du PCE, l'entretien a porté «sur les problèmes du mouvement ouvrier et sur la situation spécifique de l'Espagne». Il y a une dizaine de jours, Carrillo avait lui-même rendu visite à Marchais.

# Le Quotidien du Peuple en danger !

## 25 MILLIONS AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

Une semaine après notre appel «*Le Quotidien du Peuple en danger*», les sommes collectées pour notre journal commencent à arriver. Lentement. Trop lentement ! Nous en publierons le détail exact en début de semaine prochaine, mais tous nos lecteurs doivent déjà savoir que l'argent qui nous est parvenu dépasse à peine deux millions. La grève des postes, la nécessaire mise en route de la souscription, expliquent les limites de ce premier total. Mais il faut bien savoir que, si la vitesse supérieure n'était pas enclenchée dès la semaine prochaine, cela compromettrait gravement l'objectif des 25 millions pour le 1<sup>er</sup> novembre. Avec ce qui s'ensuivrait : retour immédiat à

huit pages, très graves difficultés financières compromettant la vie même de notre journal. Au travail, camarades, aidez-nous, écrivez-nous, décrivez les initiatives que vous prenez, pour que votre journal puisse se faire le reflet de la bataille que vous avez engagée.

Nous publions aujourd'hui la liste des sommes collectées précédemment à notre appel, dans le cadre de la campagne des 120 millions pour 1978. Evidemment, ces sommes déjà dépensées pour couvrir la fin des dépenses de la campagne électorale, ne sont pas imputables aux 25 millions nécessaires d'ici le 1<sup>er</sup> novembre.

Paris			
Pour le QdP	123,80		
18 <sup>e</sup>	100		
	50		
	100		
	50		
14 <sup>e</sup>	200		
	1 100		
20 <sup>e</sup>	500		
Ventes d'objets	500		
Une sympathisante	20		
	60		
	200		
Malakoff	400		
	200		
	30		
	200		
13 <sup>e</sup>	450		
	600		
	560		
INSEE	500		
	80		
	800		
	150		
12 <sup>e</sup>	200		
	200		
	100		
	700		
Pour le QdP	230		
	610		
	320		
	50		
Paris banlieue Nord			
Pour le QdP	1 150		
Un travailleur immigré «pour le socialisme»	5		
Un ouvrier	25		
Vente d'objets	200		
Un ouvrier	10		
Soutien au PCR ml un ouvrier	100		
Ventes d'objets	30		
Divers	20		
Saint Denis	330		
Saint Ouen			
J.	50		
Ventes objets	100		
Ventes livres	170		
QdP marché	34		
Soutien au filin du PCR ml	80		
	10		
Drancy			
Bobigny	500		
	50		
Pour le QdP	200		
	20		
	74		
Paris banlieue Sud	50		
Lyon			
7 <sup>e</sup> arrondissement	1 000		
Vénissieux	1 340		
		250	
		180	
Vaulx en Velin		730	
		100	
Villeurbanne		1 080	
		180	
Villefranche		640	
		60	
Croix Rousse		817	
7 <sup>e</sup> arrondissement		450	
Centre		150	
Pour le QdP		1 494,05	
		2 000	
		3 600	
		3 000	
		1 800	
		5 850	
		2 750	
		3 800	
		4 000	
Lyon M S		400	
Le Puy DM		100	
Bourg-en-Bress		300	
Grenoble		100	
Boulogne		50	
Valenciennes		800	
Amiens			
O.L.		100	
Veuve d'un camarade		500	
Marseille		10 000	
Des camarades		4 000	
Des camarades		1 000	
Nancy Longwy		1 344	
		5 000	
Uckange F.P.		500	
Vesoul			
Ouvriers		20	
Vadans			
Employé		20	
Gray			
Employé		10	
Valay			
Collecte		1 080	
Soutien		620	
Belfort			
Lycéens		20	
Besançon			
Ventes de livres		164	
Soutien au QdP		2 400	
		150	
Bordeaux			
Soutien		152	
		886	
Pour le QdP		334	
Pour le QdPB.B.		152	
Pour le QdP		1 000	
Caen			
Pour le QdP		475	
Mortagne			
D.T.		20	
Des camarades		200	
D.T.			10
Hérouville			50
Montpont			
N.E. Pour le QdP			250
N.E. Pour le QdP			250
St Brieuc			
Un camarade au S.M.			100
Des progressistes			100
Rennes			
Stagiaire FPA			150
Ventes d'objets			60
Une institutrice			200
Ventes objets			185
Un groupe de jeunes			150
Brest			
Soutien au QdP			10
Rennes			
Vente objets			495
St Brieuc			
Vente objets			40
Rennes			
Stagiaire FPA			100
Une étudiante			5
Rennes			
Vente objets			150
Soutien au QdP			200
St Brieuc			
Vente objets			100
Rennes			
Soutien au QdP			60
Rennes			
L.C. pour le QdP			1 885
Strasbourg			
Ventes d'objets			1 040
Pour le QdP			1 050
Poitiers			
Pour le QdP			1 050
Soutien			500
Pour le QdP A.G.			400
Rouen			
Pour le QdP			150
Soutien			1 000
Montrouge			
Pour le QdP			300
Issy			
Pour le QdP			150
Montléry			
Pour le QdP			250
Montpellier			
Pour le QdP C.F.			40
Montceau-les-Mines			
Un ouvrier de Michelin			500
Vente			470
Total précédemment publié			508 663
pour les 120 millions			508 663
Total général			602 989

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### - LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

*Aix en Provence*  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Guout (10 %)

*Besançon*  
Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo  
138 Grande Rue. (10 %)

*Bourges*  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

*Brest*  
Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis

*Caen*  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide

*Clermont-Ferrand*  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras

*Evreux*  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)

*Grenoble*  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)

*La Rochelle*  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont

*Le Mans*  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)

*Lille*  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

*Lyon*

Librairie populaire  
226 rue Duguesclin (3°)  
(10 %)

*Marseille*  
Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1°)

*Metz*  
Librairie Géronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

*Montluçon*  
Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

*Nice*  
Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

*Nantes*  
Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine  
*Orléans*  
Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

*Quimper*  
Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

*Perpignan*  
Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

*Reims*  
Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

*Paris*  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5°)  
Tarif étudiant : 10 F  
La Clef  
21 rue de la Clef (5°)  
Tarif étud.  
Seine Cinéma  
8 rue Frédéric Sauton (5°)

Châtelet-Victoria  
19 avenue Victoria 1°

*Lyon*  
Cinématographe  
44 cours Suchet (2°)  
Tarif collect.  
(5 tickets : 40 F).

Le Canut  
32 rue Leynaud (1°)  
(tarif. étud.)

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## LUTTES OUVRIÈRES

### PTT : centre de tri

## ● Créteil : la grève continue ● Pontoise : première victoire sur les effectifs, reprise du travail

● Après une nouvelle audience jeudi soir à la direction régionale, les postiers du centre de tri de Pontoise ont décidé de reprendre le travail ce vendredi matin. La direction a en effet dû céder sur la question des effectifs : 46 emplois sont créés à Pontoise, et 250 pour l'ensemble des départements de la banlieue parisienne, d'ici la fin de l'année. Initialement, la direction ne voulait créer que 70 emplois au total. Pour arriver à ce résultat, jugé comme un minimum par la CFDT, il aura fallu tout de même dix jours de grève et une occupation des locaux jeudi.

Jeudi après-midi, les postiers parisiens étaient appelés à une manifestation prévue depuis plusieurs jours, devant la direction départementale des PTT, rue Froideveau, près de la place Denfert Rocherau. Objectif de cette initiative : empêcher l'expulsion de plusieurs dizaines de jeunes postiers des foyers PTT, notamment à Créteil et Bobigny. Jusqu'ici, il était admis que les postiers pouvaient rester jusqu'à 30 ans, dans les foyers ; une note de service récente de l'administration des postes faisait savoir qu'on ne pouvait plus y séjourner que deux ans !

Plusieurs dizaines de postiers ont ainsi reçu leur avis d'expulsion. Accepter, c'est être obligé de payer un studio de 800 F, le double du prix des foyers PTT !

A 16 heures, un peu après qu'une immense banderole «Non aux expulsions» ait été apposée contre le fronton du bâtiment PTT, un homme hystérique sortait des bâtiments : le directeur : «J'accepte de vous recevoir mais d'abord enlevez votre banderole. C'est un édifice public ici. Je suis encore dans mon droit. Je peux la faire enlever de force. Je suis déjà assez gentil. Vous avez déjà vu un directeur départemental descendre vous proposer une entrevue alors que vous ne l'avez pas sollicitée.» (1)

Quatre délégués seront finalement reçus, pour ressortir quelques minutes plus tard sans avoir rien obtenu.

Monsieur le directeur acceptait de poursuivre les discussions à condition que les banderoles se trouvent de l'autre côté de la rue, et les manifestants de même.

Drôle tout cela ? Pas tant que ça : si l'administration a pu se permettre une telle attitude, intransigeante, c'est pour une bonne et simple raison : la faiblesse de la mobilisation reconnue par de nombreux postiers, (quelques dizaines).

«Les UD et les fédés n'ont pas mobilisé du tout» constatait un postier de Créteil.

Une responsable CGT l'avouera d'ailleurs sans le vouloir : «C'est un succès (1), mais c'est des milliers de jeunes postiers que nous devons mobiliser



dans les semaines à venir». «Pas de mobilisation», «Pas de soutien réel des UD et des Fédés» : ces remarques, on les retrouvait parmi les quelques postiers présents, à propos des luttes actuelles contre les effectifs. Comment s'en étonner ?

10 jours de lutte à Pontoise, autant dans une dizaine de villes sous des formes diverses, Créteil qui part à son tour, les postiers de Nanterre et d'Issy les Moulinaux, qui en discutent : et ces mouvements restent cruellement isolés !

«Rien n'est fait par les UD, ni les fédés pour coordonner les différents mouvements», remarque un postier de Créteil. «Nous à Créteil, nous n'avons eu aucune information sur la lutte des camarades de Pontoise, hormis un jour avant leur grève. A ce rythme là, les copains de Pontoise vont se casser la gueule pas tard.»

Le responsable CGT régional, viendra amplement malgré les apparences confirmer ces accusations : «Il ne faut pas attendre», dira-t-il. «Au contraire, partout, où il y a des problèmes, il faut y aller. La mobilisation est inégale ? Et bien, il faut partir d'abord dans les centres les plus combattifs. Nous devons être unis, et massivement.»

Bref, un discours dur, très «démocratique» même, puisqu'on laisse de fait «toute latitude» aux sections syndicales des Centres pour engager la bataille, en les encourageant même. Justement, nombre de postiers ne se

contentent plus de ces «conseils». A la limite, ils n'en ont que faire ; si à Créteil, à Pontoise, ils avaient attendu les UD pour engager l'action, ils seraient toujours au travail !

Les directions syndicales et notamment celle de la CGT sous prétexte de laisser la «base» décider librement, laissent en fait, les luttes des centres isolées sans coordonner leurs efforts dispersés. Comment dans ces conditions arracher les revendications ? On voit d'ailleurs ce que veut dire «laisser la base décider» dans la bouche des responsables régionaux de la CGT, quand on sait que trois dirigeants parisiens de cette centrale, sont descendus à Pontoise, jeudi, pour dissuader des militants de continuer l'occupation.

«Si Pontoise reste isolé, ils se casseront la gueule. Nous idem. On en a fait l'expérience, lors de l'affaire Llamas. Depuis cette affaire d'ailleurs, les gars largement, sur Créteil du moins, se posent beaucoup de questions sur l'attitude à avoir face aux structures syndicales. On a vu pour l'affaire Llamas ce qu'il en était. Alors, ils sont sceptiques quand certains dirigeants parlent «d'étendre l'action» et d'aller pour cela, discuter avec les fédérations. Je ne pense pas, et d'autres aussi, que les UD ou les fédés coordonneront quelque chose. Le problème qui se discute : que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains la coordination du mouvement, que des contacts directs soient pris.»

«Que prépare donc la campagne de presse contre les sacs postaux qui s'accumulent sinon une intervention policière ? L'exemple de Créteil, en février n'est pas si lointain.»

«Les petits patrons de l'Oise envisagent d'ailleurs eux-mêmes selon une radio périphérique, de «récupérer» leurs lettres... en prenant les moyens nécessaires.

Rester isolés ne peut que conduire à l'échec : un certain nombre de postiers, n'en restent, à ce propos, plus à la constatation : «Les UD, les Fédés ne font rien» mais avancent l'idée «pourquoi ne pas prendre nous mêmes en mains certaines initiatives face à l'inertie des directions syndicales ?».

«Il faut coordonner les efforts dispersés», explique un postier de Créteil.

«Si Pontoise reste isolé, ils se casseront la gueule. Nous idem. On en a fait l'expérience, lors de l'affaire Llamas. Depuis cette affaire d'ailleurs, les gars largement, sur Créteil du moins, se posent beaucoup de questions sur l'attitude à avoir face aux structures syndicales. On a vu pour l'affaire Llamas ce qu'il en était. Alors, ils sont sceptiques quand certains dirigeants parlent «d'étendre l'action» et d'aller pour cela, discuter avec les fédérations. Je ne pense pas, et d'autres aussi, que les UD ou les fédés coordonneront quelque chose. Le problème qui se discute : que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains la coordination du mouvement, que des contacts directs soient pris.»

«Il faut coordonner les efforts dispersés», explique un postier de Créteil.

«Si Pontoise reste isolé, ils se casseront la gueule. Nous idem. On en a fait l'expérience, lors de l'affaire Llamas. Depuis cette affaire d'ailleurs, les gars largement, sur Créteil du moins, se posent beaucoup de questions sur l'attitude à avoir face aux structures syndicales. On a vu pour l'affaire Llamas ce qu'il en était. Alors, ils sont sceptiques quand certains dirigeants parlent «d'étendre l'action» et d'aller pour cela, discuter avec les fédérations. Je ne pense pas, et d'autres aussi, que les UD ou les fédés coordonneront quelque chose. Le problème qui se discute : que les travailleurs prennent eux-mêmes en mains la coordination du mouvement, que des contacts directs soient pris.»

# Paris : 10 000 lycéens dans la rue

## «BEULLAC, MINISTRE DU CHÔMAGE !»

Judi après-midi, vers 14 heures, la place d'Italie s'emplit peu à peu de lycéens, pleins d'entrain porteurs de banderoles multiples et colorées, fabriquées avec les moyens du bord. Les trottoirs sont progressivement envahis, des groupes compacts se forment, et vers 14 h 30 prennent position sur le boulevard Blanqui, pour se diriger vers le ministère de l'Education nationale. D'emblée la mobilisation est beaucoup plus forte qu'à la manifestation de vendredi dernier. Judi, près de dix mille lycéens se retrouvent dans la rue, pour protester contre les mesures Beullac. Les lycéens refusent ces mesures qui accélèrent leur mise au chômage, la seule perspective qu'offre le pouvoir à la majorité d'entre eux. «Aujourd'hui lycéens, demain chômeurs», ont-ils scandé, et «Beullac ministre du chômage», démontrant ainsi qu'ils ne sont pas dupes du rôle de ces mesures qu'ils rejettent en bloc. Dans le cortège, qui défilait derrière une banderole de la coordination parisienne et 93, de nombreux jeunes des milieux



populaires, et immigrés qui sont les premiers visés par ces mesures reprenaient avec détermination les mots d'ordres visant le chômage, tandis que ceux se cantonnant «aux profs et aux crédits» demeuraient sans grand attrait pour eux. Parmi ces lycéens des banlieues, quelques anciens de leurs camarades aujourd'hui sur le marché

du chômage étaient venus leur apporter leur soutien.

A 14 h 30, la manifestation était bloquée par un barrage de flics sur le boulevard du Montparnasse, durant tout le trajet, ils avaient étroitement encadré le cortège : les lycéens font alors un cours sit-in, où des prises de paroles sont faites. Ce sera des appels à de multiples coordinations. Lorsqu'en fin de discours, l'UNCAL (aux mains du PCF) annonce son sigle, elle se fera proprement siffler ; dans ce mouvement lycéen, qui correspond à un «ras le bol», les traditionnelles organisations politiques, créent autour d'elles un sentiment de rejet. D'autres appellent, à une «grève générale de l'éducation nationale».

Des coordinations il en faut mais pourquoi faire ? Pour aller de coordination en coordination où s'em-

poignent des organisations qui tentent de récupérer le mouvement à leur profit ? De cela les lycéens ne veulent pas. Ils sont sceptiques sur cette grève générale, (une journée «d'action» de plus ?) dont le seul objectif serait l'octroi de postes de profs supplémentaires !

Ce qu'ils refusent, c'est l'avenir bouché de chômage que leur offre la société capitaliste. En renforçant la mobilisation sur ce point, en ouvrant les lycées sur l'extérieur, en invitant des chômeurs, des travailleurs en soutenant les luttes de ceux-ci, (centre de tri à Pontoise, Azur à Vincennes...) c'est créer les bases d'un mouvement solide ; désigner clairement le rôle des mesures Beullac ; engager résolument la bataille contre, c'est lutter contre l'école capitaliste, pour une école au service des travailleurs.

Pierre CHATEL

### Luttes dans l'école dans le Rhône

400 maîtres auxiliaires sont au chômage total pour la seule académie du Rhône. Le 4 octobre ils organisaient une manifestation devant le siège de FR 3, la télé régionale. 20 établissements sont en grève dans le département. Dans le secondaire entre autres, les lycées de Nyons, Fontaine, Saint Priest, et les lycées Ampère et Saint Exupéry à Lyon. Au lycée Saint Exupéry sur les 700 élèves que compte l'établissement seulement six élèves étaient présents jeudi matin.

Dans le primaire, à Vaulx en Velin et Givors, c'est la grève.

### Cinq supermarchés en colère

## Faux crabes et vrais escrocs

Cinq entreprises de magasins à succursales multiples viennent de déposer une plainte, après avoir été victimes d'une escroquerie de grande ampleur.

Les représentants de la société Courtage 2 000 qui étaient venus leur proposer à des prix intéressants de grosses quantités de conserves de crabes d'URSS transitant par Hong-Kong, ne semblaient pourtant pas manquer de références : certificats d'origine d'URSS, certificats de la Chambre de commerce de Hong-Kong, certificats de transport maritime, de l'assurance de la cargaison ; une documentation propre à inspirer la plus totale confiance aux dirigeants

de la Société générale des coopératives de consommation de Codec, Una, Primex, Getrafi et Geimex.

Mais tous ces documents étaient faux et les crabes tant attendus ne sont jamais arrivés au Havre. En fait de bonne affaire, l'opération se solda par une perte sèche de 10 millions de francs que les escrocs ont reçus sur un compte en banque suisse avant de disparaître.

Certains recoupements donnent à penser que cette bande très organisée avait auparavant réalisé le même genre d'escroqueries, portant sur des achats de ciments et de métaux, le tout pour une somme d'environ 850 000 dollars.

### ● La tuerie de Marseille : y avait-il un dixième homme ?

Des bruits insistants font état de la présence mardi soir au bar du Téléphone d'un dixième homme qui aurait échappé au carnage.

Cet homme se serait présenté, jeudi soir à la police pour apporter son témoignage. Vendredi matin, la police se refusait à confirmer cette information, qui expliquerait, entre autres, un détail jusqu'alors peu compréhensible : les deux impacts de balles retrouvés sur le mur en face du bar, seraient dus à une tentative d'un truand d'abattre l'homme qui s'enfuyait du bar.

### ● Transports

Lors d'une conférence de presse tenue à Paris la fédération des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) a présenté son analyse du rapport Guillaumat sur l'orientation des transports terrestres et émis ses propres contre-propositions. Par ailleurs, l'association Combat Transport organise une distribution de tracts samedi au salon de l'Automobile, en faveur de la priorité absolue aux transports en commun (point de rendez-vous 14 heures devant les guichets du salon).

## Communiqué de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire

Depuis la rentrée, un démenti cinglant a été apporté au satisfecit de M. Beullac. 250 établissements scolaires ont été touchés par des mouvements de grève. Les premières ripostes des syndicats enseignants et des parents d'élèves contre les mesures d'austérité du gouvernement (suppression de postes d'enseignants, licenciements de maîtres-auxiliaires, surcharges des classes...) ont entraîné un mouvement de large ampleur des lycéens et collégiens. Refusant de constituer une simple force d'appoint au mouvement des enseignants, des élèves, en nombre croissant, avancent leurs propres revendications.

Ils dénoncent le rôle de l'école dans la société et refusent l'avenir de chômage qu'elle leur réserve.

L'Union communiste de la Jeunesse Révolutionnaire soutient leur effort de structuration d'un mouvement autonome par la mise en place de comités de lutte, nécessaires pour que les élèves approfondissent le débat politique et concrétisent leur volonté de se tourner vers ceux qui sont dès aujourd'hui victimes ou menacés du chômage : les travailleurs.

Quelle que soit l'issue du mouvement actuel, ces Comités de lutte sont une arme indispensable pour faire aboutir les revendications des lycéens et collégiens.

PARIS LE 6 OCTOBRE 1978

De la révolte à la révolution

# REBELLES

LES LYCEENS ET COLLEGIENS DANS LA RUE

Beullac, menteur ! Tu fabriques des chômeurs !

GREVE

BEULLAC MINISTRE DU CHOMAGE

VILLEMOMBLE : 3 professeurs pour une classe de seconde ! «Notre avenir, c'est comme les pétitions, ça lit à la poubelle»

NOISY - LE SEC : «On a mis en place un comité de lutte» «C'est à nous d'ouvrir le lycée sur l'extérieur» «Les luttes ouvrières, c'est essentiel»

Special lycées CET

Passez vos commandes à :  
Rebelle 57 rue Ordener 75 018 Paris

### SOMMAIRE DE REBELLES N° 11

- p. 3 **Pau**  
Chronique d'une grève lycéenne. La JC à l'arrière-garde du mouvement.
- p. 4 **Union Ouvrière et Populaire**  
Rentrée et perspectives
- p. 5 **Vacances**  
Images d'Algérie
- p. 6 **Le travail des saisonniers du lin, témoignage d'un lecteur de Rebelles**
- p. 7 **Chine**  
Mao Tsé-toung : du jeune paysan au révolutionnaire.  
Extraits d'œuvres de Mao Tsé-toung.  
Une ferme de jeunes instruits dans les environs de Shanghai.
- p. 13 **Tchécoslovaquie**  
10 ans d'un même combat
- p. 14 **Cuba**  
De l'indépendance au néo-colonialisme soviétique.
- p. 16 **Iran**  
Le peuple affronte la dictature
- p. 19 **Irlande**  
Contre l'occupation étrangère le peuple irlandais en lutte
- p. 21 **Sport**  
«Pour le plaisir de jouer...» Vers un football progressiste ?
- p. 23 **Livres**

## INTERNATIONAL

## Rhodésie : le raciste Smith reçu aux USA

## Un nouveau plan anglo-américain pour le Zimbabwe

Le département d'Etat américain a annoncé mercredi que Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie et ses trois ministres fantoches africains vont obtenir un visa pour faire une visite aux Etats-Unis. Le porte-parole de Carter a prétendu qu'il avait pris cette décision « parce qu'elle peut contribuer au processus permettant de parvenir à un règlement ».

Ainsi, alors que le régime raciste de Rhodésie est mis au ban de l'humanité, alors que Smith n'a plus aucun espoir de sauver son pouvoir et qu'il multiplie les actes de génocide contre le peuple du Zimbabwe et les agressions contre le Mozambique, l'administration américaine va recevoir le représentant d'un régime illégal et condamné, lui donnant une bouée de sauvetage inespérée.

C'est le moment qu'a choisi le ministre des Affaires étrangères britannique Owen pour relancer le plan anglo-américain de règlement pour le Zimbabwe. Selon les premières informations, on retrouverait dans cette nouvelle version les points essentiels du plan publié par les Anglo-Américains l'année dernière : « création d'un conseil de transition, présence d'un commissaire-résident britannique, participation au maintien de l'ordre de forces de l'ONU, intégration des forces armées dans une « nouvelle armée du Zimbabwe ».

Ce plan vient à propos pour sauvegarder les inté-

rêts impérialistes au Zimbabwe, alors que le « règlement interne » de Smith a complètement fait faillite et que les élections qu'il avait prévues avant la fin de l'année devront être annulées. En proposant un règlement « politique », les impérialistes occidentaux voudraient frustrer le Front Patriotique d'une victoire militaire qui n'est plus qu'une question de mois. Ils craignent par-dessus tout le développement de la guerre populaire et du pouvoir populaire qui commencent à construire dans les zones libérées les militants de la ZANU.

Néanmoins, il est probable que les combattants patriotiques accepteront de discuter sur les bases de ce plan. Bien entendu, le point crucial est la question de l'armée. A première vue, les Anglo-Américains continuent à vouloir faire un amalgame des forces de libération avec les milices privées des fantoches et de l'armée de mercenaires et de criminels de guerre de Smith ! Il s'agit, bien entendu, d'un point sur lequel le Front Patriotique ne saurait faire le moindre compromis. S'il peut accepter à nouveau de discuter sur la base du plan anglo-américain, ce sera pour démontrer sa bonne volonté, faire connaître ses positions. Mais l'intensification de la lutte armée est la seule garantie de la victoire, contre les manœuvres impérialistes et les projets néo-coloniaux au Zimbabwe.

J.P. CHAMPAGNY

## Argentine

## La junte tente d'empêcher le boycott du congrès de cancérologie

Une délégation de scientifiques de plusieurs pays s'est rendue en Argentine pour réclamer la libération de 375 « disparus ». Cette démarche précède le congrès de cancérologie qui doit se tenir à Buenos Aires du 5 au 12 octobre, elle a été effectuée par 4 des 3 000 scientifiques qui, depuis plusieurs mois, essayent d'organiser le boycott de ce congrès.

Au cours de la conférence de presse qui s'est tenue lundi à Paris, le professeur Schwartzberg et une avocate, M<sup>me</sup> Colette Auger, ont témoigné de leurs démarches auprès des autorités argentines pour obtenir la libération des « disparus ». Ils ont cité les témoignages qu'ils ont recueillis auprès des familles des victimes de la torture : « Les familles, malgré cette surveillance, — des voitures non immatriculées et des policiers nous ont constamment suivis pendant ce séjour — sont ve-

nues jusqu'à nous. Des témoignages de tortures et notamment de vivisection : mains coupées, yeux crevés, castration, nous ont été rapportés. Nous a été également signalée à de multiples reprises et par de nombreux témoignages la disparition de 14 femmes enceintes... « Nous avons appris que certains Argentins avaient été victimes d'injection au curare, puis que leur corps avait été jeté d'avion dans le Rio de la Plata, certains cadavres remontant à la surface. »

Au sujet des démarches effectuées, le professeur Schwartzberg devait déclarer : « Les droits de la personne humaine sont sacrés, il est impossible de pactiser là-dessus... Nous n'avons pas complètement échoué. Il y en a eu d'autres avant nous, il y en aura d'autres après, qui auront peut-être plus de chances. »

Franck ROUSSEL

## RFA : Elections en Hesse, dimanche

## LA SOCIAL-DEMOCRATIE ESSOUFLÉE

● Ce dimanche 8 octobre, la Hesse (région de Francfort) va élire son assemblée régionale, le Landtag. La campagne électorale entamée il y a quelques semaines a vu s'opposer les deux grands partis, le SPD (social-démocrate) et la CDU (chrétien-démocrate) ainsi que le petit parti libéral (FDP). Les « listes vertes », listes écologiques qui se proposent comme « alternative éligible » aux partis bourgeois, se présentent également aux élections.

## L'ENJEU

Un « changement » qui ferait des « miracles », promettent toutes ces grandes affiches jaune orange de la CDU hessoise qui s'apprennent maintenant, après 33 ans de gouvernement social-démocrate, à enlever au SPD le pouvoir en Hesse, fief traditionnel de la social-démocratie, avec une population ouvrière assez importante. Si rien n'est encore décidé, les chances de la CDU de remporter la victoire ce dimanche sont pourtant assez réelles : lors des dernières élections régionales, à un moment où le SPD hessois était secoué par des scandales internes, la CDU a déjà dépassé en voix le SPD qui, pourtant, a pu se maintenir au pouvoir grâce à sa coalition avec les libéraux. L'année dernière, les sociaux-démocrates ont dû abandonner à la CDU la mairie de la ville de Francfort.

Si, dimanche, le FDP (libéral) n'atteint pas la limite des 5 % des suffrages nécessaires pour l'entrée au Landtag (ce qui a été le cas lors des précédentes élections régionales en Basse Saxe et à Hambourg), la CDU a, en

effet, de fortes chances d'obtenir la majorité absolue à l'assemblée régionale de Hesse. Un tel résultat rapporterait en outre aux chrétiens-démocrates une majorité des deux tiers au Bundesrat, l'assemblée au niveau national, où siègent les représentants des gouvernements des Länder. Le Bundesrat ayant le pouvoir d'accepter ou de rejeter les lois adoptées par le Bundestag (assemblée fédérale où SPD et FDP ont encore la majorité), une victoire de la CDU en Hesse peut avoir comme conséquence de bloquer très sérieusement le travail législatif de la coalition social-libérale actuellement au pouvoir à Bonn et de mettre en question sa présence même à la tête des affaires du pays.

## UNE CAMPAGNE « RASSURANTE »

Malgré l'enjeu de ces élections, le climat de cette campagne électorale aura été plutôt morose. Trop usées sont les promesses électorales proférées par tous les partis. La propagande de ces partis s'adresse justement à ceux qui hésitent, aspirent à un changement réel (et qui

par l'abstention ou un vote pour les Listes Vertes pourraient décider la victoire du parti adverse). On entend donc peu parler de « renforcement de la loi et de l'ordre », de « lutte contre le terrorisme », thèmes chers normalement à la CDU en particulier. Ainsi le leader de la CDU en Hesse, Alfred Dregger, bien connu pour avoir toujours défendu les positions les plus réactionnaires et avoir promis encore récemment de « vider de l'école » dans le cas d'une victoire de la CDU « tous les communistes jusqu'au dernier » se déclare maintenant « opposé à tout flicage des opinions ». « La Hesse restera sociale et libérale » promet le SPD, et le FDP, sous le slogan « Écoutez la raison », revendique « Défendez les libertés ».

Le contenu même de la campagne indique que les trois principaux partis bourgeois en RFA, rencontrent certaines résistances.

## SPD ET DÉSILLUSIONS

En ce qui concerne le parti social-démocrate, il semble se heurter aujourd'hui à certaines difficultés pour faire adhérer les masses à son modèle de collaboration de classes (des oppositions nettes exprimées à la base des syndicats, par exemple, l'avaient montré). En Hesse, région à grande concentration industrielle (mentionnons par exemple Hoechst à Francfort et Opel à Rüsselsheim), la social-démocratie s'est installée au pouvoir dès le lendemain de la défaite du fascisme hitlérien et a su évoquer (en paroles essentiellement) un projet de société distinct de celui de la CDU. Et en Hesse, l'aile réformatrice du SPD, l'instrument le plus utile de la social-démocratie pour tromper les masses populaires, a toujours été particulièrement forte ; cette aile se constitue pour l'essentiel d'une partie de l'aristocratie ouvrière montée dans la hiérarchie des appareils syndicaux et du parti, qui se distingue des « managers de la crise », à la Schmidt, notamment par sa plus grande démagogie sociale et des liens encore existants avec la base. Ainsi, le SPD en Hesse s'est signalé par un programme de réformes concernant l'éducation et la vie des communes en particulier, et par une certaine capacité de se rallier une partie de l'opposition extraparlamentaire dans sa contestation contre l'université capitaliste, les lois d'exception de 1968, ou la guerre au Vietnam, la perspective étant de transformer le SPD de l'intérieur.

De ces illusions de la fin des années soixante, bien peu en reste aujourd'hui. La répression qui occupe une place si importante dans le modèle allemand de Schmidt, n'épargne pas la Hesse jusqu'à présent

gouvernée par les sociaux-démocrates, en Hesse comme ailleurs, les enseignants se voient renvoyés des écoles pour leurs opinions politiques progressistes, les avocats sont mis au banc des accusés pour avoir voulu imposer une défense dans l'intérêt de l'accusé, les anti-fascistes se voient brutalement agressés par la police qui protège les fascistes... En Hesse comme ailleurs, les travailleurs doivent se défendre contre les tentatives du gouvernement social-libéral de leur faire payer la crise, contre les baisses des salaires, les augmentations de chômage et de retraite.

Les quelques scandales dans lesquels le SPD hessois est mêlé, les milliards de DM que la banque du Land de Hesse (banque d'Etat qui en principe ne peut spéculer) a perdus dans les spéculations sous gestion social-démocrate, la politique de « dons » plus que douteuse, les attributions de postes par pots de vin, etc. ont aussi contribué à désillusionner l'opinion sur le projet du SPD.

## « L'ALTERNATIVE CDU »

L'arrivée de la CDU au pouvoir en Hesse rajouterait-elle encore quelque chose à cette politique d'austérité, de répression et de management de la crise ? Certes, la CDU, qui s'empare volontiers et avec un certain succès du caractère antipopulaire des mesures prises par le SPD pour mobiliser les masses contre ce parti, en demande dans le même temps toujours plus : plus de lois anti-terroristes, plus d'exonérations pour les patrons, plus de facilités pour licencier, pour intervenir contre les luttes des travailleurs, contre les chômeurs « qui ne veulent pas travailler », elle demande que les salaires, les retraites soient réduits encore davantage.

Mais les chrétiens démocrates semblent surtout soucieux de pousser plus loin le SPD dans sa politique réactionnaire, d'obtenir que les mesures proposées par les sociaux-démocrates soient appliquées plutôt que de proposer une orientation politique très différente. Par ailleurs, la bourgeoisie allemande mise encore sur l'image réformatrice de la social-démocratie qui, bien que connaissant une certaine usure, peut encore rendre de grands services pour l'impulsion de la politique de collaboration. Les sociaux-démocrates continuent de bénéficier de l'image du « moindre mal » par rapport au discours outrancièrement réactionnaire des Dregger et Strauss de la CDU.

De ce fait aussi, la poussée de la CDU, qui est incontestable peut être malgré tout limitée.

Anne RHEIN

## Les « listes vertes »

Pourtant, même l'idée du « moindre mal » commence à perdre de l'influence parmi les masses qui ont dû expérimenter comment la social-démocratie profitait de cette idée pour renforcer l'exploitation, pour enrichir son arsenal répressif et sa législation réactionnaire.

Les « listes vertes » qui se sont constituées et qui ont remporté un succès certain lors des élections régionales en Basse-Saxe et à Hambourg, expriment un refus de s'en remettre aux grands partis, aux partis bourgeois pour régler les questions concernant directement la vie des masses.

Cependant, le mouvement écologique recouvre des tendances très diverses, y compris des forces réactionnaires qui, sans être bien entendu l'essentiel, ne sont pas négligeables. Ainsi, la GAZ (Action verte Avenir) de l'ancien député chrétien-démocrate Gruhl qui manifeste ouvertement son orientation réactionnaire, en s'en prenant aux travailleurs qui « consommeraient trop » et dont le désir « non seulement d'un emploi, mais d'un emploi bien payé » serait à l'origine du gaspillage en énergie et en matières premières.

La « grüne Liste Hessen », « pour la protection de l'environnement et la démocratie » dénonce clairement la destruction de l'environnement due à la course effrénée aux profits, le programme énergétique de Schmidt et la construction de centrales nucléaires entraînant de graves risques pour la population, la suppression des libertés démocratiques dans tous les domaines. En même temps, elle manifeste une certaine opposition de principe à tout développement des forces productives, indépendamment de la nature de la société. Le mouvement des « listes vertes », au delà de ses aspects positifs, semble en même temps un peu en retrait par rapport aux positions du mouvement anti-nucléaire apparu dans les grandes manifestations de Brokdorf, Grohnde et Kalkar et ailleurs, et où, par moments, bien que de façon encore limitée, la question du pouvoir et de la nature de la société était posée ouvertement.

Mesurant les limites des « listes vertes », les révolutionnaires, notamment le KBW, ont décidé de présenter leur propre liste.

# LE PCF ET LA GRANDE COMMISSION FRANCO - SOVIETIQUE

Sous le titre «Giscard choisit la médiocrité. La coopération bilatérale ne dépassera pas les rythmes prévus», *L'Humanité* publie un commentaire à propos des résultats de la grande commission franco-soviétique qui constitue tout un programme.

«Les échanges de tous ordres entre la France et l'Union soviétique pourraient connaître un véritable bond en avant si l'on voulait s'inspirer des traditions d'amitié et d'alliance entre les deux peuples en prenant en compte le caractère complémentaire de l'économie des deux pays... Autant de chances pour les partenaires de l'URSS de défendre leur indépendance et de se prémunir contre les pressions des Sénats industriels et bancaires des États-Unis et de l'Allemagne occidentale» écrit pour l'essentiel l'organe de Marchais.

Cette sortie du PCF, à un moment où il affiche ostensiblement ses réserves à l'égard de certains aspects de la politique soviétique, appelle plusieurs remarques :

1 - Il est troublant que *L'Humanité* publie de tels propos à l'occasion de la réunion de la grande commission, organisme de coopération économique dont les réunions sont habituellement l'objet d'une moindre publicité. Les commentaires qui ont accompagné cette réunion précise ont été causés par la publicité que l'URSS a donné à ses revendications concernant les relations économiques avec la France, exerçant un chantage à peine voilé sur leur avenir.

L'argument du titre de l'article est étrange : jamais l'URSS n'a demandé que les rythmes prévus soient «dépassés». Le programme était déjà soutenu, puisqu'aux termes de l'accord signé à Rambouillet, les échanges devaient doubler avant la fin de 1978 et tripler avant la fin de 1979, ce que la commission a réaffirmé. Le PCF veut-il que Giscard en fasse plus que ne le lui demande Brejnev lui-même ? Il est d'ailleurs à noter que les Soviétiques retardent la signature des principaux contrats pour y parvenir.

2 - L'argument selon lequel l'URSS et la France auraient des économies complémentaires est inquiétant et peu fondé. Inquiétant quant au projet du PCF, car si l'économie française est de plus en plus intégrée dans un ensemble de production européenne, la seule issue que prévoit le PCF est de l'intégrer à un autre ensemble constitué autour de l'URSS qui distribue la «division internationale du travail», pour le plus grand profit de l'URSS comme se plaisent à le rappeler les économistes soviétiques. Peu fondé car il n'est pas prouvé que l'URSS puisse fournir à l'économie française des produits similaires à ceux qu'elle se procure sur le marché européen, notamment en Allemagne. Il ressort avec force que l'espoir du PCF, s'il se hisse un jour à la tête de l'État, reposera pour l'essentiel sur l'URSS.

3 - La conception de l'«indépendance» que ces considérations recouvrent est assez particulière. D'abord parce que le PCF se place

délibérément en position de demandeur à l'égard de l'URSS pour l'assurer. Ensuite parce que se prémunir des pressions des géants américains et allemands en se livrant aux pressions des organes industriels et commerciaux soviétiques, qui utilisent actuellement à leur profit la «complémentarité» des pays du COMECON avec l'économie de l'URSS, ne garantit en rien l'indépendance.

Ainsi, le commentaire de *L'Humanité* est pour les militants du PCF qui remettent en cause ses liens avec l'URSS auxquels le BP a jeté récemment en pâture le livre *L'URSS et nous* un aveu que les réserves formulées dans ce livre, ne modifient en rien une stratégie fondée sur l'établissement et le développement de relations privilégiées avec l'URSS. D'autre part, le moment choisi pour faire ce commentaire et son ton font sur cette question apparaître *L'Humanité* comme le relais zélé des exigences soviétiques.

## Tunisie

### VERDICT REPOUSSÉ A LUNDI

La Cour de Sécurité de l'État a décidé jeudi d'ajourner sa décision et de la reporter à lundi prochain en raison de la maladie de deux de ses membres. Mercredi le procureur avait requis la peine de mort contre les 30 dirigeants de l'UGTT accusés d'être les responsables des émeutes du 26 janvier. Le procès s'est poursuivi jeudi matin par la suite des interventions des avocats de la défense quand le président a brusquement annoncé l'ajournement alors qu'il ne restait plus qu'à deux avocats à intervenir avant les délibérations.

Les 8 avocats, comme leurs 5 confrères l'avaient fait mercredi, ont rappelé la décision des accusés de récuser les avocats commis d'office et le fait qu'ils n'ont pas eu le temps de prendre connaissance

de la totalité du dossier.

D'autre part, ils ont affirmé à la Cour l'impossibilité dans laquelle ils étaient de plaider sur le fond, les accusés ayant refusé de répondre à leurs questions.

Maître Ahmed Chtourou, avocat de Habib Achour, a relevé des anomalies dans le déroulement de l'instruction et du procès : il devait notamment souligner que l'interrogatoire des accusés par la police «s'est déroulé sans respect des droits élémentaires de l'être humain». Nous publions aujourd'hui des extraits d'une lettre signée par 32 syndicalistes de la prison de Sousse qui témoignent sur les tortures qu'ils ont subies (cette lettre a été publiée par l'hebdomadaire tunisien *Er Raï*).

injurée et notre organisation syndicale (l'UGTT) insultée et diffamée. Le plus odieux fut le traitement infligé aux dix femmes qui se trouvaient en état d'arrestation avec nous. Leur dignité de femme fut bafouée avec une rare cruauté. Elles furent insultées, raillées, bousculées, humiliées par des gestes dé-

gradants et frappées sauvagement. Cette situation devait durer jusqu'au matin dans une atmosphère de terreur et de peur, face à ces agents armés jusqu'aux dents et dirigés par A...A et M...H. (...)

A suivre

### Meeting d'information et de solidarité

- Contre la répression en Tunisie
- Pour la libération des syndicalistes emprisonnés.

DIMANCHE 8 OCTOBRE 1978  
A 15 h AU 44 RUE DE RENNES  
PARIS 5<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> : Saint Germain des Prés

Organisé par le Comité d'Information et de Défense des victimes de la répression en Tunisie.

### Li Sien-Nen rencontre la délégation du PCML

Le vice-président du Comité Central du PCC, Li Sien-Nen, a rencontré le 2 octobre, la délégation du Comité Central du PCML conduite par son secrétaire général Jacques Jurquet.

Après l'entrevue, le vice-président Li Sien-Nen a offert un dîner en l'honneur de la délégation du PCML.

Feng Hsuan, membre du Comité Central du PCC et chef adjoint du département de liaison internationale du CC du PCC participait à l'entrevue et au dîner.

### Rumeurs d'accords entre Cuba et des pays arabes

Le journal koweïtien *El An Baa* cite des sources diplomatiques d'Europe de l'Est pour affirmer qu'un accord politico-militaire a été conclu entre des pays arabes, que le journal ne cite pas, et Cuba. Selon ce journal, l'accord aurait d'importantes répercussions sur les pays du champ de bataille. Par ailleurs, Cuba se serait engagé à soutenir «les mouvements de libération» dans le Golfe.

### ONU : l'URSS ne mentionne pas la question de la Corée dans son intervention

Dans son intervention à l'assemblée générale de l'ONU, Gromyko, ministre des Affaires étrangères soviétique a passé sous silence la question de la lutte du peuple coréen pour sa réunification. C'est la première fois depuis 1945 qu'un représentant soviétique ne mentionne pas la question coréenne dans ce genre d'intervention. Cette omission a été rapportée avec satisfaction par la presse sud-coréenne. Elle est à rapprocher d'autres attitudes de l'URSS en ce qui concerne la Corée du Sud et le régime fantoche de Park-Chung-Hee : l'URSS a accordé des visas à des officiels et des journalistes sud-coréens. On peut aujourd'hui se demander quelle est la position de l'URSS par rapport à la République Populaire Démocratique de Corée et à sa lutte pour la réunification de la patrie coréenne.

URSS :  
UN PRISONNIER  
POLITIQUE  
UKRAINIEN  
EN DANGER  
DE MORT

cer, il est en danger de mort.

FRANCE-USA :  
VOYAGE DE STIRN

Amnesty International a demandé à l'URSS de libérer Danylo Shumuk, prisonnier politique âgé de 78 ans, détenu pour ses activités contre l'oppression en Ukraine. Atteint d'un can-

Stirn, secrétaire d'État aux Affaires étrangères s'est rendu mercredi à Washington. Il doit avoir avec le gouvernement américain des entretiens axés sur les problèmes d'Afrique et d'Amérique Latine.

### LE PARTI COMMUNISTE DU PEROU (PATRIA ROJA) FÊTE LE 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION LE 7 OCTOBRE 1978

Fondé le 7 octobre 1928 par José Carlos Mariátegui, le Parti socialiste du Pérou s'inscrit à la III<sup>e</sup> Internationale. Deux ans après, il prend le nom de Parti communiste du Pérou.

L'histoire du Parti, c'est l'histoire de la lutte de classe au Pérou.

### Meeting

SAMEDI 7 OCTOBRE 1978 A 19 H  
Cité Universitaire - Boulevard Jourdan  
Maison du Brésil - Paris 14<sup>e</sup>  
Débats - musique - danses - buffet

Organisé par :  
Pérou Information  
«César Vallejo» (Groupe culturel)

Soutenu par :  
PCA (ml)  
PTH (Haïti) Parti des travailleurs haïtiens  
CO PDT (Saint Domingue) : Comité pour l'Organisation des Travailleurs Dominicains.



Houcine Kouki, mort dans des conditions très suspectes le 14 février 1978.

D'autres syndicalistes ont été projetés à terre, contre les murs et les baies vitrées, puis piétinés. A tel point que l'un de nos camarades a eu une veine sectionnée (il souffre toujours de douleurs au bras droit). Les portraits du leader F. Hached ont été déchirés, sa mémoire salie

## Appel des paysans du Larzac

## GARDONS LE LARZAC

Le gouvernement vient d'engager l'épreuve de force sur le Larzac. Le préfet de l'Aveyron a signé des arrêtés de cessibilité sur deux communes. Ceux-ci annoncent le commencement de la fin de la procédure administrative relative à l'extension du camp.

Le pouvoir n'a pas changé d'objectif. Le ministre de l'Agriculture l'a clairement réaffirmé, le 28 septembre, aux responsables agricoles de l'Aveyron : «Le projet d'extension du camp est maintenu dans son intégralité».

Par ministres et Préfet interposés, Giscard nous montre le vrai visage de son libéralisme. Le diktat gouvernemental met une nouvelle fois les paysans du Larzac, la population locale et leurs représentants professionnels ou politiques devant le fait accompli.

Par cette épreuve de force, le Pouvoir tente de «sauver la face». Notre résistance et le soutien populaire qu'elle suscite, l'on conduit à un échec cuisant. En sept ans l'armée n'a pu acquérir que 38 % des surfaces convoitées, et de l'aveu même du Préfet, elle ne peut en acheter plus ! Ses achats, dispersés, sont inutilisables par les militaires qui ne peuvent nous empêcher d'en exploiter la plus grande partie.

Depuis 1971, le Larzac est un symbole national et international contre l'arbitraire de l'État et contre l'envahissement par l'armée, un symbole des luttes pour le droit de «vivre, travailler et décider au pays».

Le coup de force du pouvoir ouvre une nouvelle phase de notre combat. Notre réponse est claire : «Nous gardons le Larzac». Notre demande est précise : «Abandon pur et simple du projet d'extension du camp».

Pour cela nous demandons, à tous ceux et celles qui se reconnaissent dans notre lutte, de se mobiliser et d'entreprendre toutes formes d'actions de soutien notamment :

- en intensifiant les actions de désobéissance civile : refus 3 % de l'impôt, renvois de livrets militaires...

- en écrivant au Préfet de l'Aveyron et au Président de la République.

- en rejoignant les Comités Larzac

- en constituant des «Collectifs d'Appel et d'Initiative : Gardons le Larzac».

Le jeûne de quatre jours, entrepris par douze d'entre nous, à la cathédrale de Rodez immédiatement après l'année de la prise des arrêtés, sera suivi :

- Le 8 octobre par le labour de terres appartenant à l'armée situées sur les communes directement menacées.

- Le 28 octobre, par une journée nationale d'action.

- Par des actions de plus en plus fortes, parmi lesquelles une grève de la faim massive.

Les Paysans du Larzac  
B.P. 96  
12 100 Millau

Coordination des Comités Larzac  
Rue de Glossop  
12 100 Millau

Soutien financier : APAL Ferme de l'hôpital  
12 100 Millau

N.B. : Pour la manifestation du dimanche 8 octobre sur le Larzac des cars partiront de Marseille.

Départ 5 heures de la faculté Saint Charles  
Retour vers 20 heures à Marseille. Prix 50 F

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



## imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits) 24<sup>e</sup> épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée par  
les travailleurs eux-mêmes

En appelant à la constitution de ce Collectif, c'est là où l'on verra pour la première fois à l'usine des délégués du quotidien local, le secteur noble de la profession, et ceci au bout de quatre mois de lutte. Beaucoup de discussions, beaucoup de conseils car, visiblement, nous étions des jeunes dans la lutte. Et le conseil qui ne passera pas fut celui qui voulait faire en sorte qu'à nouveau quelques-uns pensent et agissent à la place des autres, et ceci à leur mesure car nous avions rarement eu l'occasion de les voir agir. Notre Collectif était mort-né. Ces messieurs qui venaient nous expliquer comment lutter, comment on procède par exemple à un collage, ces messieurs nous demandaient assez fermement de nous taire. Nous, on a jamais aimé rester bouche-bée, comme ça, bêtement, pour avaler goulument des paroles bien enveloppées et balancées par des gens qui causent bien en faisant des exercices oratoires. On le leur fit comprendre assez vertement, avec nos images bien crues à nous qui disent des tas de choses comme si c'était un tableau vivant : ça gênait, pour être poli, ces messieurs endimanchés et cravatés — attention des cravates suspectes, oranges qu'elles étaient et pas rouges, hein — et des pompes impecc. Quand l'un d'eux intervenait, on pensait entendre une vipère vivante qui, à chaque fois qu'elle parlait, crachait du venin. Oui, oui, c'était tout à fait ça ! Une image tout à fait horrible, c'est pour ça qu'on laisse tomber. Bref, à ces frères, on hésite à ajouter «de lutte» car nous, on ne les a jamais vu lutter, peut-être qu'on a raté les occasions : enfin bref, on continue. À ces gens-là, on leur proposa un collage pour le soir même. Les seaux de colle étaient prêts, ils étaient encore prêts le lendemain et le surlendemain. Et encore après. Et puis un jour on a pris les seaux pour coller nous-mêmes. Ils sont gentils les messieurs, ils avaient cru nous faire encore une bonne blague. Nous, on rigolait un peu moins.

L'inexistence du soutien syndical a porté un coup sévère à nos forces de lutte. Par exemple, au moment où le représentant de la voirie passait, des copains en auront les larmes aux yeux. «Si c'est ça, j'occupe plus, moi : on se fout de nous». Aussi ne sera-t-il guère étonnant que dans les jours qui suivaient le référent des copains qui pourtant en voulaient de la lutte, qui étaient parmi les plus motivés, abandonnèrent l'occupation échevillés et découragés.

D'autre part, le poids du chômage et les pressions faites sur le chômeur eurent un rôle important. Au bout de quelques mois, combien d'engueulades y aura-t-il dans certaines familles ?

Didier reflète un peu tout ça (discussion enregistrée le 6 mai 1975) :

« Tu vois, au 1er octobre (75), il y avait toute ma famille qui était venue chez moi, les tontons, les mémés, les cousins, toute la tribu, quoi ! Aussitôt, on a parlé de la fermeture de la boîte et les autres — maintenant je ne peux pas les appeler autrement, ils me deviennent un peu étrangers — bref, les autres, c'était des « Oh, avec ta qualification, tu retrouveras facilement du travail. Et comme tu es à 90 %, tu touches du fric, ça ira ». Et quand je les ai revus tous ensemble, au mois d'avril, ça ne passait plus. Ils disaient « non mais dis donc, ça ne va pas la tête, tu te laisses vivre ou quoi ? Ça fait déjà six mois que tu es sans boulot ». Enfin, tu vois, ils insinuaient que ben... effectivement, il y a des chômeurs qui sont fainéants et qui sont bien contents d'être au chômage en vivant aux crochets des autres. À leurs yeux, je passais un peu comme si j'étais un parasite qui suçait le sang des autres. (...) On avait toujours discuté de la « Rouennaise », ils les connaissaient les luttes qu'on avait faites avant, et ils étaient dans l'ensemble assez pour. Et maintenant, je vois pourquoi ils étaient pour les grèves : je ramenaient du pognon. Tandis que là, pour l'occupation, c'est plus du tout ça. Ils n'arrivaient pas à comprendre, mais alors absolument pas pourquoi, je continuais à occuper. C'était des remarques du genre : « ta boîte, elle ne reprendra jamais. Alors à quoi ça te sert de faire le zouave ? » Ou alors c'était : « salut, le gardien d'usine ! ». J'avais beau jeu de leur expliquer ce qu'on faisait dans la boîte, ce que font les patrons de nous en s'attaquant au syndicat, en nous abattant. Et puis qu'on pouvait pas se laisser éliminer comme ça ! Tout ça, les autres ne pigeaient pas. Peut-être parce qu'ils n'avaient pas dans la peau comme nous on peut l'avoir la boîte ! Voir tout ça bousillé c'est pas possible ! Ouais, bon alors j'ai craqué. J'en pouvais plus car on me faisait la gueule chez moi, comme ça pendant des jours et des jours... Comme la boîte passait déjà pour n'avoir que des foutus glandeurs — alors que maintenant je trouve qu'on n'avait pas assez lutté avant — C'est ce qu'ils disent dans les journaux, tout est lié. Et quand on regarde bien, c'est que tout est organisé de façon à ce que la famille fasse des pressions sur la brebis galeuse. La télé, les journaux, Barré, les syndicats qui ne font rien pour nous. Cela aussi, ça a été un argument pour les tontons, c'est qu'ils disaient, et c'est un peu juste à la limite « même les syndicats s'en foutent, alors laisse tomber. » Je me suis laissé faire... Alors qu'avec les patrons, du temps

à suivre

## PROGRAMME TELE

## Samedi 13 octobre

TF 1

18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Spécial Claude François  
21 h 30 - Les hommes d'argent. Feuilleton américain.  
22 h 45 - Télé-foot  
23 h 45 - Journal

A 2

18 h 00 - Course autour du monde  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top Club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Le temps d'une république. Marthe, 19 ans en 18. Film TV. Avec Nathalie Juvet, Yves Wecker. La journée du 11 novembre 1918 dans un village de France.  
22 h 10 - Sur la sellette  
23 h 00 - Terminus les étoiles  
23 h 40 - Journal

FR 3

18 h 30 - Pour la jeunesse  
19 h 10 - Informations  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Les grandes conjurations. Le tumulte d'Amboise. Avec A. Valli, J.-P. Kalfon. Portrait de personnages après Henri II en 1559.  
22 h 00 - Soir 3  
22 h 15 - Cavalcade  
22 h 45 - Championnat du monde d'échecs aux Philippines

## Dimanche 8 octobre

TF 1

15 h 35 - Le voyage extraordinaire  
16 h 25 - Sports première  
18 h 00 - Quand c'est parti, c'est parti. Film franco-canadien. Avec J. Lefebvre, D. Michel. Comédie de mœurs. Un français émigré au Québec se lance sur les routes, en caravane, avec sa femme et ses enfants. Ils vont connaître pas mal de mésaventures...  
19 h 25 - Les animaux du monde  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La poursuite impitoyable. Film américain avec M. Brando, Jane Fonda. Film dramatique. Un évadé de prison est poursuivi par le Shérif d'une ville du Texas, accusé d'un crime dont il est innocent et poursuivi par une foule fanatique...  
22 h 40 - Concert Beethoven  
23 h 25 - Journal

A 2

18 h 05 - Le secret de Lord Boyne. Troisième et dernier épisode.  
19 h 00 - Stade 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Kojak  
21 h 25 - Antonin Artaud. Un poète halluciné, un poète maudit, tel apparaît Antonin Artaud.  
22 h 15 - Tennis : Coupe Davis  
22 h 45 - Journal

FR 3

17 h 30 - Quand les hommes habitent leur demeure  
18 h 00 - L'invité de FR 3 : Jean-Marie Rivière  
19 h 45 - DOM TOM  
20 h 00 - Histoire de France. Stanislas le Bâtisseur. Avec Michel de Ré, Jacques Camapin.  
20 h 30 - Les dossiers noirs : L'espace à tout prix. Werner Von Braun. Le 8 septembre 1944, le premier V2 vient de s'abattre sur Londres. Werner Von Braun, à l'origine du cataclysme puisque père des V2, ne sera pas inquiété pour ses crimes de guerre, et les massacres qu'il a provoqués. Documentaire sur l'aventure spatiale  
21 h 20 - Soir 3  
21 h 30 - Encyclopédie filmée. Histoire du cinéma français. N° 3 : Méliès ou le génie de la surprise  
22 h 00 - Ciné regards  
22 h 30 - Cinéma de minuit. Pandora. Film américain (1951). Avec J. Mason, A. Gardner. Film onirique. Un homme se souvient d'avoir rencontré un couple qui est retrouvé noyé après une tempête.

## A LIVRES OUVERTS

## «La voie paysanne dans la révolution française»

● Dans ce pays fondamentalement rural qu'est la France de 1789, la question paysanne ne pouvait être que le problème-clé de la Révolution française. Jusqu'à présent, on a soit assimilé cette question à la prise de pouvoir par la bourgeoisie (instauration de la propriété privée bourgeoise de la terre) soit à l'opposition au développement économique (maintien de la petite production : aller contre le progrès).

Le mérite du récent ouvrage de Florence Gauthier est d'éclairer cette question paysanne, en parlant non de la paysannerie, mais des luttes de classes à la campagne.

► **Tu as publié un livre sur «La voie paysanne dans la révolution française». Qu'entends-tu par «voie paysanne» ?**

— F.G. : Le problème qui m'est apparu fondamental, c'est le rôle de la paysannerie dans la révolution bourgeoise d'une part, et d'autre part dans la construction du mode de production capitaliste.

Les historiens ont toujours réglé le compte du mouvement paysan en disant : «Le mouvement paysan est rétrograde économiquement». J'estimais que c'était totalement incomplet.

► **— Tu as engagé une polémique contre «la théorie des élites» défendue principalement par des historiens comme François Furet et Denis Richet. Peux-tu donner la signification de cette théorie ?**

— F.G. : La «théorie des élites» part d'une idée extrêmement simplifiante de la transition d'un mode de production à un autre, surtout en ce qui concerne le mode de production capitaliste : c'est la bourgeoisie qui est bénéficiaire du mode de production capitaliste, par conséquent c'est une minorité. Donc, à partir du moment où une minorité a les moyens intellectuels, financiers, etc. de développer une économie, ils la traitent d'«élite» et ils ne donnent l'initiative du développement historique qu'à cette petite couche extrêmement rétrécie.

C'est la négation des luttes de classes et d'une théorie correcte de la transition d'un mode de production à un autre. Deuxièmement, c'est nier tout le rôle que peut avoir le mouvement populaire dans ce type de transition. Ils se servent de l'exemple de la révolution bourgeoise pour montrer que ce sont les «élites» seules qui sont porteuses de progrès, mais eux aussi font de l'histoire pour expliquer leur présent : ils ont toute une conception de l'évolution sociale d'aujourd'hui.

François Furet par exemple écrit régulièrement dans le *Nouvel Observateur*.

► **— Tu montres que les divers pays d'Europe ont subi des évolutions très différentes. En quoi se diversifient-ils ?**

— F.G. : Il y a un tournant fondamental dans l'évolution du mode de production féodal en Europe occidentale au XVI<sup>e</sup> siècle. En Allemagne, après la «Guerre des paysans», les paysans sont écrasés et c'est la victoire des féodaux. C'est clair, c'est net. En France et en Angleterre, les choses sont très différentes. Pour l'Angleterre, on a une aristocratie qui a été capable de se transformer et un compromis est devenu possible entre les fermiers, les couches supérieures des «Yeomen» et des grands propriétaires fonciers. Ils ont passé leur accord en décidant que ce seraient les masses paysannes qui en feraient les frais. Il faut bien que quelqu'un paie : ou c'est la noblesse terrienne qui paie et qui rend les terres, ou ce sont les masses paysannes en se faisant exploiter.

► **— Mais en France, on ne trouve pas trace de ce compromis. Quelle influence cela a-t-il eu pour l'évolution des luttes de classes à la campagne ?**

— F.G. : Si on est d'accord pour dire que le capitalisme peut se développer sur la base du libre développement de la petite production, on a deux voies différentes de développement du capitalisme : la voie fermière de type anglais qui se fait sur le dos du peuple, et le libre développement de la petite exploitation où l'aristocratie perd et où les couches supérieures de la paysannerie risquent de perdre également. Si la dissociation —inévitable— se fait comme les paysans français l'ont tentée, elle se réalise à leur avantage, dans la mesure où ils ont encore des moyens pour subsister qui leur permet-

Par son étude systématique de plusieurs, F. Gauthier nous introduit dans cette paysannerie française où les antagonismes de classes entre le prolétariat rural, les petits paysans et les riches laboureurs sont d'abord masqués par l'antagonisme fondamental de l'ensemble de la paysannerie contre la classe féodale puis, après la liquidation des droits féodaux, apparaissent sur le devant de la scène, sur cette question simple : qui aura la terre ?

En France, à l'inverse de la Prusse ou de l'Angleterre, la «voie paysanne» a principalement réussi, donnant «à la domination de la bourgeoisie

tent d'adoucir l'expropriation généralisée. Cela aurait pu se dérouler beaucoup mieux, car les paysans ont quand même perdu beaucoup de choses.

► **— Le partage des communaux ?**

— F.G. : Oui, mais non seulement ça : peut-être aller plus loin après et récupérer l'ensemble des terres pour les répartir entre les producteurs. C'est ce qui constituait ce qu'on appelle «le programme égalitariste» des paysans pendant la révolution.

► **— Donc, si on se place du point de vue du peuple, on ne peut pas être indifférent envers le type de transition du féodalisme au capitalisme ?**

— F.G. : Non, car dans le cas de la Révolution française, cela a permis aux masses paysannes d'avoir des moyens pour résister à la domination de la nouvelle classe qui vient de prendre le pouvoir. Elles ont leur subsistance économique, ce n'est pas rien. Elles ont leur tradition d'organisation communautaire et leur héritage de luttes politiques, de vie clandestine, de résistance à l'oppression : échapper au service militaire, ne pas payer les impôts, etc...

C'est quand même des conditions de lutte différentes que lorsqu'il s'agit d'une population complètement expropriée, décul-turée.

► **— Cela signifierait alors que le pouvoir de la bourgeoisie serait moins assuré que là où la paysannerie a été liquidée comme en Angleterre. Seulement, on peut te répondre qu'il semble bien qu'au 19<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle en France, la paysannerie ait été l'alliée très solide de la bourgeoisie.**

— F.G. : C'est sûr qu'il y a

eu une capacité politique de la bourgeoisie à dominer la paysannerie. Mais enfin la paysannerie n'existe pas en tant que paysannerie, il y a des classes au sein de la paysannerie et il y a quand même eu des révoltes assez importantes, et ce jusqu'en 1974 et même après. De fait, les masses paysannes ont obligé la bourgeoisie à les prendre avec des pincettes. De plus, le révisionnisme depuis la deuxième internationale s'est bien gardé de s'appuyer sur la paysannerie pauvre. Ce que dit Jaurès, c'est la même chose que Proudhon : présenter les moyens producteurs comme l'idéal de ce qui pouvait arriver à la campagne.

► **— Dans ta conclusion, tu distingues deux types de révolution bourgeoise. Le type ancien des révolutions hollandaise, anglaise, et ce que tu appelles : «la révolution bourgeoise de type nouveau» qui, dis-tu «appartient à la période de la révolution socialiste prolétarienne». Peux-tu expliciter cette formulation ?**

— F.G. : J'ai fait cette comparaison, car elle est évidente dans la problématique de Lénine. Lénine a le problème : comment faire une révolution socialiste avec des masses populaires majoritairement non prolétariennes. La problématique léniniste voit bien qu'il faut faire la révolution pour atteindre le socialisme en deux étapes, car on ne peut pas sauter directement d'une société encore fortement féodale comme l'était la Russie, au socialisme. Ce qui signifiait : religion, superstitions, acceptation des rapports de domination, du statut de servitude, incapacité à développer l'initiative et la responsabilité individuelle... Quand tu as un type de famille patriarcale, dans une société très hiérarchisée, il est facile de comprendre que, dans une réunion qu'on voudrait la plus démocratique qui soit, la majorité des paysans habitués à se soumettre se soumettent encore. Mais

un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe» (F. Engels. Préface au «18 Brumaire»).

Mais, F. Gauthier montre que cette «voie paysanne» a triomphé dans sa «version» modérée, profitant surtout aux paysans aisés.

Ceci n'avait rien d'inéluctable, mais apparaît comme le produit de la lutte des classes : l'échec de la paysannerie pauvre et du prolétariat rural sur la question du partage des biens communaux.

P.I.

l'analyse de Lénine a de profondément juste de vouloir accélérer le processus social sans que les masses populaires paient les frais de l'évolution, au contraire.

► **— Penses-tu qu'on puisse faire une croix sur cet égalitarisme paysan ou cette question se pose-t-elle encore dans la perspective d'une transition du capitalisme au socialisme ?**

— F.G. : Je pense que cette question se pose encore. On assiste en effet à une recrudescence de l'égalitarisme et ce n'est pas un hasard. L'égalitarisme, c'est l'idéologie de la petite bourgeoisie, quelle qu'elle soit. Ainsi toute une idéologie nouvelle de la jeunesse est spontanément très égalitariste. Le problème se pose également pour les masses paysannes.

► **— Ce qui reviendrait à dire que, dans la perspective de l'instauration du socialisme en France aujourd'hui, la question du socialisme ne pourrait pas se résoudre immédiatement par une collectivisation ?**

— F.G. : Exactement, car si tu vas à la campagne, tu

l'aperçois que les paysans, les petits producteurs ne veulent pas se faire collectiviser comme ça et c'est normal ! Pourquoi veux-tu qu'ils se fassent collectiviser sans raison. On ne se fait pas collectiviser pour faire beau, mais parce que c'est une nécessité qui est comprise. En ce moment, ils sont acculés à l'individualisme, à dépenser des sommes fabuleuses pour acheter des terres, des machines... Ils sont endettés à mort, dominés par les industries agro-alimentaires, etc., et en plus ils sont obligés de rester dans une problématique individualiste, parce que le système fonctionne comme ça : par concurrence immédiate des uns avec les autres. C'est là le fondement de leur volonté individualiste.

Mais dans une société différente qui, dans un premier temps, résoudrait ce simple problème : la terre gratuite, les machines agricoles communes, alors les paysans pourraient dépasser cet individualisme et passer à des rapports d'aide mutuelle !

Propos recueillis par Patrick ISNARD

«La voie paysanne dans la révolution française»  
F. GAUTHIER  
Ed. Maspéro  
L'exemple picard

**Souscription pour le Quotidien du Peuple**  
**Il faut 25 millions au 1<sup>er</sup> novembre**

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## LA MARINE ISRAËLIENNE BOMBARDE BEYROUTH OUEST

• Dans la soirée de jeudi, peu après 20 heures, trois vedettes israéliennes ont bombardé la partie ouest de Beyrouth, que contrôlent les forces progressistes et où se trouvent plusieurs camps de réfugiés palestiniens. Cette agression, confirmée par le porte-parole de l'armée sioniste à Jérusalem, est intervenue après une journée de délibérations du gouvernement israélien consacrée notamment à la situation au Liban.

Comme pour rappeler qu'en définitive au Liban, c'est la Résistance Palestinienne qui est aujourd'hui une nouvelle fois visée dans son existence même, les milieux gouvernementaux de Tel Aviv avaient lancé dès l'après-midi de jeudi, quelques heures avant leur agression contre Beyrouth-ouest, l'accusation-prétexte selon laquelle des unités palestiniennes seraient venues renforcer les troupes syriennes qui interviennent à Beyrouth-est. Un simple prétexte, d'ailleurs rapidement démenti par l'OLP, dans la mesure où la volonté d'échapper à une nouvelle implication dans les conflits internes au Liban, reste une préoccupation essentielle de la Résistance Palestinienne, déterminée aujourd'hui à concentrer ses forces sur la mise en échec de Camp David et la poursuite du combat direct contre Israël.

L'intervention directe d'Israël semble correspondre aux difficultés que rencontrent les milices conservatrices face aux unités syriennes de la «force arabe de dissuasion», avec lesquelles les combats sont à peu près ininterrompus depuis six jours consécutifs. Depuis plus de trois jours, le ciel de Beyrouth-ouest est noyé par la fu-

mée des dépôts de carburants et les divers incendies, au-dessus des quartiers que la population ne peut évacuer à cause de l'intensité des combats entre l'armée syrienne et les milices, notamment à proximité des deux ponts qui commandent la sortie Nord de Beyrouth.

Israël a prolongé jeudi soir une politique qui lui est coutumière : depuis sa création, elle n'a cessé de multiplier ses interventions contre le Liban, soit massivement contre le Sud, soit sous la forme d'attaques de commandos dans la capitale libanaise elle-même. Israël a confirmé aussi son appui constant aux milices de droites, qui combattent avec les tanks Shermans et les canons à longues portées qu'il leur a livrés.

### UNE MISE EN GARDE DES ÉTATS-UNIS

Selon le quotidien israélien *Yadieth Aharonoth* l'intervention israélienne aurait été précédée d'une mise en garde des États-Unis à la Syrie : la Maison Blanche aurait fait savoir au gouvernement syrien qu'Israël interviendrait en cas de poursuite de l'action des unités syriennes à

Beyrouth et dans la montagne. Pour l'instant, l'intervention israélienne, limitée dans le temps, apparaît plutôt comme un coup de semonce, notamment parce que les États-Unis, s'ils sont désireux de faire pression sur la Syrie, n'entendent nullement couper les ponts avec elle, mais, au contraire, essayer de la rallier d'une manière ou d'une autre au processus conçu à Camp David. Washington sait d'ailleurs que ces pressions ne laisseront pas forcément Damas insensible, dans la mesure où le gouvernement syrien a toujours misé dans une certaine mesure sur l'influence que pouvaient avoir les États-Unis, notamment sur Israël pour la réalisation d'un règlement au Proche-Orient.

La volonté américaine de maintenir les relations avec la Syrie, peut toutefois s'accommoder d'un certain état de conflit au Liban. Washington peut en effet, tenter de tirer parti du risque de confrontation entre Israël et la Syrie, pour susciter entre eux des négociations, qui s'intégreraient dans le processus de «paix séparée».

Le projet américain se reflétait dans la dernière proposition d'une «conférence internationale sur le Liban», placée sous l'égide des États-Unis. Mais, cette proposition s'est heurtée à l'opposition de la Syrie et du président libanais. La proposition française d'une «force d'interposition» constituée par l'armée libanaise, proposition par laquelle Giscard entendait se démarquer

des États-Unis, pour conforter sa propre politique arabe, semble bien avoir subi un sort comparable.

Une autre proposition peut avoir plus de chances de succès, celle formulée par l'Arabie Saoudite et le Koweït, et prévoyant une réunion du Liban, de la Syrie, du Koweït et de l'Arabie Saoudite, «en présence de diplomates français», réunion dont l'objet serait limité à une cessation des combats.

Dans leurs manœuvres, les États-Unis doivent tenir compte aussi de la tentative soviétique d'exploiter la situation, l'URSS cherchant à revenir sur le devant de la scène, comme l'indique l'accueil «attentionné» réservé actuellement par le Kremlin au président syrien Assad. Celui-ci venait d'évoquer, au cours de sa tournée en RDA, la «nécessité de réunir une conférence de Genève», conférence que les Soviétiques appellent eux-mêmes de leurs vœux comme une possibilité de faire valoir leurs propres ambitions dans la région, alors qu'ils sont extérieurs au processus de Camp David.

## SNCF

### • Après un recul de la direction, pas de grève nationale lundi

La grève nationale prévue pour lundi par les cheminots ne se fera sans doute pas. En effet, la direction de la SNCF vient d'effectuer un recul sur ce qui était à l'origine de la grève ; la mise en service du nouveau train postal de Normandie est suspendue pour plusieurs semaines. Les cheminots normands étaient partis en grève depuis bientôt dix jours pour exiger la présence de deux agents de conduite SNCF sur ce train.

Il reste que ce recul ne signifie pas l'arrêt définitif du projet de la SNCF, et que la lutte devra continuer pour l'imposer.

Pendant ce temps, une catégorie de cheminots, les agents d'exploitation, s'est mise en grève depuis jeudi soir sur les mêmes revendications que les roulants en début de semaine : augmentations de salaires, congés, problèmes des effectifs. Contrairement à ce qu'annonçait la SNCF, cette grève est très suivie.

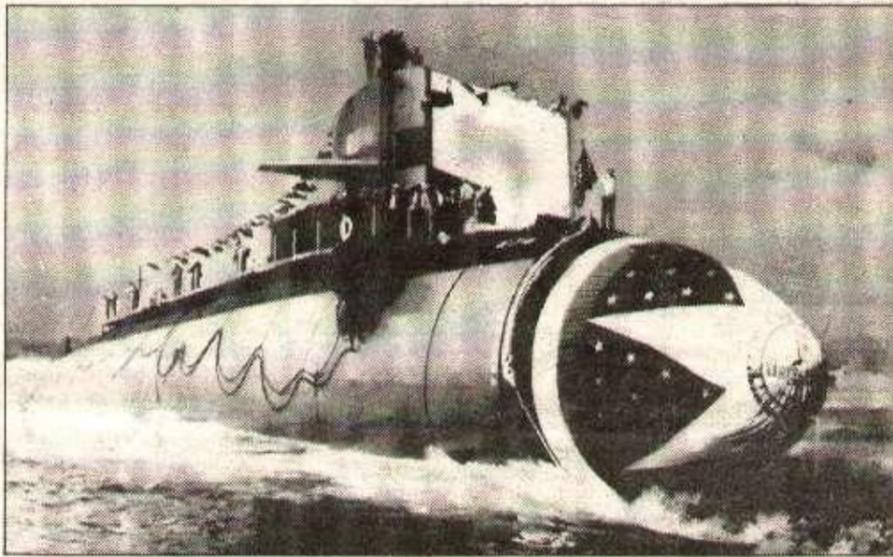
### • Contre les sanctions, la grève continue

L'annonce des négociations entamées avec l'administration des PTT et la SNCF pour l'affectation de l'«agent en second» des trains postaux, à l'origine du mouvement de grève des roulants dans l'Ouest, n'a pas tout «régulé» !

Depuis mercredi soir, les cheminots de la Région de Lyon-St Etienne sont repartis en grève contre des sanctions et menaces de sanctions vis-à-vis d'agents de conduite ayant déclenché l'action le 28 septembre dernier. Jeudi le trafic voyageurs et marchandises était sérieusement touché sur Lyon - St Etienne, Lyon - Clermont et le Puy. Dans la journée, on apprenait que d'autres agents de conduite du Sud-Est et du Sud-Ouest poursuivaient également l'action, affectant les dessertes de Paris - Lyon et Paris - Austerlitz, celles de Clermont et Bordeaux également. D'autres dépôts sont susceptibles d'être concernés vendredi.

## USA : 3 arrestations pour tentative de vol d'un sous-marin nucléaire

### Délire policier ?



Un agent d'assurance au chômage, un nettoyeur de tapis et un ex-infirmier psychiatrique passent en procès ce vendredi devant le tribunal de St Louis (Connecticut, USA) sous l'inculpation de «conspiration illégale, tentative de dérober et de vendre un objet appartenant aux États-Unis, d'une valeur supérieure à 100 dollars (sic).»

L'objet en question n'est autre que le sous-marin nucléaire Trepang, basé à New London, et armé de missiles à tête nucléaire anti-sous-marins. Selon les déclarations des accusés, confirmées par le FBI qui a procédé à l'enquête, les trois hommes avaient recruté un équipage de douze hommes — celui du Trepang en comporte une centaine — et avaient l'intention de

s'emparer du sous-marin. Ils projetaient dans un premier temps de faucher une barge, de la bourrer d'explosifs, de faire exploser le tout à proximité du Trepang, de profiter de la panique pour investir le sous-marin, tuer tout son équipage et prendre le large. Pour «faire diversion», ils auraient envoyé quelques missiles nucléaires sur une «grande cité de la côte Est, et détruit tout sous-marin venu les attaquer. Ensuite, négociation avec le gouvernement US pour rançonner le sous-marin...

Les scénaristes de films catastrophe n'avaient encore jamais eu tant d'imagination. Mais au FBI, quand on en fait preuve, ce n'est en général pas gratuitement.

## IRAN : les grèves ouvrières succèdent aux manifestations

• Par téléphone de Téhéran

Après la grève générale de dimanche, de nombreuses manifestations se sont succédées depuis plusieurs jours dans les villes de Boukan, Barré, Cashan, et Amadan. A Kermanshah, ville située près de la frontière irakienne, les affrontements avec la police et l'armée se sont multipliés pendant plusieurs jours, ils auraient fait plusieurs dizaines de morts parmi les manifestants (selon des informations qui nous sont parvenues jeudi de Téhéran). Pour la seule soirée de mardi, 10 personnes ont été tuées parmi les 30 000 qui manifestaient à Kermanshah...

En ce qui concerne la situation le gouvernement doit faire face actuellement à un large mouvement de grève qui touche aussi bien le secteur public que

le secteur privé. Les fonctionnaires qui n'avaient pas fait grève depuis 15 ans sont en lutte pour des augmentations de salaires. Les postiers, les employés de la radio et de la télévision ainsi que les 15 000 employés du téléphone sont en grève, tandis que les employés de banque ont repris le travail après satisfaction partielle de leurs revendications. Les arrestations se succèdent parmi les instituteurs et les professeurs de lycée. Les grèves des ouvriers du pétrole s'étendent, rejoignant leurs camarades d'Abadan qui poursuivent leur grève depuis une vingtaine de jours (ils ont bloqué l'approvisionnement des pétroliers pendant plusieurs jours) ; les ouvriers de la raffinerie de Téhéran sont en grève ainsi que les ouvriers des pipe-lines et ceux de la région pétrolière de Khouzestan. Egalement en lutte, les ouvriers du

tabac, ceux de l'usine de Arg.

Face à ce vaste mouvement de grèves, un des plus importants qu'ait connus l'Iran, il semble que le pouvoir recule sous la pression des travailleurs, il s'est déclaré prêt à accorder 50 % d'augmentation à l'ensemble des catégories de fonctionnaires.

D'autre part, des grèves se déroulent également en faveur de Khomeiny, qui a été contraint par les autorités irakiennes à quitter Nadjaf pour la capitale Bagdad. Mercredi l'Ayatollah aurait tenté de se réfugier au Koweït mais il a essuyé un refus de la part des autorités de ce pays qui lui ont refusé le droit d'entrer. Il est rentré à Bagdad jeudi. L'Irak accentue ses pressions pour que le leader religieux cesse ses proclamations contre le Shah, et semble bien décidé à lui faire quitter le pays.